



FONDATION  
JEAN BOETS  
ASBL

Editeur responsable:  
Philibert CAYET,  
Président de la  
Fondation Jean BOETS

Rue de Montegnée, 144  
4101 JEMEPPE  
Tél: 04/233 87 61

## *Thème*

---

*Quel avenir pour  
l'enseignement technique  
en région sérésienne  
et communes avoisinantes ?*

---

## LE BILLET DU PRESIDENT



Durant l'année écoulée, la plupart d'entre vous ont reçu les brochures de suivi des PANELS de MIDI n°16 et 17, qui ont eu pour thème respectif « *QUEL AVENIR POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE À HERSTAL ?* » et « *TÉLÉCOMMUNICATIONS ET RÉSEAUX INFORMATIQUES* ».

Aujourd'hui, vous tenez entre vos mains la brochure de suivi du PANEL de MIDI n°15, organisé le mercredi 21 mai 1997 et centré sur le thème : « *QUEL AVENIR POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE EN REGION SERESIENNE ET COMMUNES AVOISINANTES ?* ».

Ce 15ème PANEL de la FONDATION Jean BOETS, qui s'est déroulé à l'INSTITUT PROVINCIAL d'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE de SERAING, faisait suite au PANEL n°14 préalablement organisé le 31 mars 1997 à l'ECOLE POLYTECHNIQUE de SERAING, sur le thème « *QUEL AVENIR POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE A SERAING ?* ».

Après avoir accueilli les directions et instituteurs du troisième degré de l'enseignement fondamental de Seraing, les deux établissements avaient donc à nouveau réuni leurs énergies pour sensibiliser cette fois les directions et instituteurs des communes avoisinantes : GRÂCE-HOLLOGNE, NANDRIN, NEUPRÉ, SAINT-NICOLAS.

Les débats réunissaient également des responsables de l'ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIÈGE et des ADMINISTRATIONS COMMUNALES concernées, divers représentants des MILIEUX POLITIQUES ET PÉDAGOGIQUES de la région, ainsi que des ANCIENS ÉLÈVES de l'enseignement technique.

Distincts l'un de l'autre par les débats, questions et réflexions qu'ils ont chaque fois suscités, les PANELS de MIDI n°14 et 15 n'en étaient pas moins voisins au vu des thèmes abordés et des préoccupations rencontrées. C'est pourquoi, afin de pouvoir étaler dans le temps la diffusion de deux dossiers tout à la fois spécifiques et complémentaires, la FONDATION JEAN BOETS a souhaité différer la publication de la présente brochure.

A sa lecture, chacun constatera que les propos tenus ce jour-là n'ont rien perdu de leur actualité et de leur pertinence, tant il est vrai que la PROMOTION de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE est une mission qui s'inscrit dans la durée et à laquelle il convient d'apporter un suivi permanent et sans cesse renouvelé. Pareillement réitérés sont nos remerciements, que nous adressons aux personnes qui ont participé à la rencontre enrichissante qu'a été ce PANEL de MIDI n°15.

Cette parution attendue nous offre également l'occasion d'exprimer notre gratitude envers toutes les personnes, entreprises et institutions qui n'ont cessé de nous témoigner leur confiance en nous apportant leur concours et les encouragements dont nous avons besoin.

Nous remercions chaleureusement nos principaux sponsors, au rang desquels se côtoient PETITES, MOYENNES et GRANDES ENTREPRISES, ASSOCIATIONS, FEDERATIONS et INSTITUTIONS diverses : l'AIDE (Association Intercommunale pour le Démergement et l'Epuraton des Communes de la Province de Liège), l'AIHE (Association des Industries), l'ALE (Association Liégeoise d'Electricité), l'ALG (Association Liégeoise du Gaz), l'APRIL (Association pour la Promotion des Intercommunales Pures Liégeoises), l'entreprise BALTEAU CND, les CABLERIES D'EUPEN, la société CECOFORMA, le CECOTEPE (Centre de Coopération Technique et Pédagogique), la CHAUMIERE EN CONDROZ, les CIMENTERIES CBR, COCKERILL SAMBRE, le COMITE PROVINCIAL DE LIEGE POUR LA PROMOTION DU TRAVAIL, la COMMUNAUTE FRANCAISE DE BELGIQUE, la CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens), la société EFA (Etudes Formations Applications), ELECTRABEL, EMUREF, FABRIMETAL LIEGE-LUXEMBOURG, la FGTB (Fédération Syndicale des Métallurgistes de la Province de Liège), la société FORCAST, l'entreprise GEC ALSTHOM T&D BALTEAU, la REGION WALLONNE, l'entreprise PRECICAL, la PROVINCE DE LIEGE, la société SCHREDER, l'entreprise SOUDOBEAM, la SOCOLIE (Société Coopérative Liégeoise d'Electricité), la SPE (Société Productrice d'Electricité), la SPI+ (Société Promotion Initiatives), le centre de formation TECHNIFUTUR, TECHSPACE AERO, la société WOIT, ...

Nos remerciements vont également aux diverses AMICALES et ASSOCIATIONS D'ANCIENS ELEVES, sensibles au devenir de l'enseignement technique, activement soutenues dans leurs efforts par les ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Secondaire/Supérieur/Promotion sociale) d'où elles sont issues.

Un grand MERCI aussi à toutes les personnalités que nous visitons et qui nous reçoivent avec infiniment d'intérêt et de compréhension. Tous les mandataires politiques, tous les représentants des milieux économiques, tous les responsables des réseaux d'enseignement que nous avons eu l'occasion de rencontrer nous apportent leur appui et leurs conseils éclairés.

Toute notre RECONNAISSANCE encore aux MEMBRES EFFECTIFS, MEMBRES SYMPATHISANTS, MEMBRES ABONNES, qui nous rejoignent, jour après jour, toujours plus nombreux !

Oui, l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE est peut-être encore victime d'a priori inexacts, mais ses amis se regroupent et unissent leurs efforts pour qu'il soit bientôt apprécié à sa juste valeur.

En effet, s'ils représentent un fantastique défi à relever, les bouleversements en perspective à la veille du prochain millénaire représentent également une opportunité exceptionnelle pour rendre à l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE la place qu'il mérite. Celle d'un enseignement extrêmement riche et complet, intégrateur de savoirs, particulièrement adapté et performant pour répondre aux besoins d'une société en mouvement.

La FONDATION JEAN BOETS se réjouit du rôle essentiel qu'est appelé à jouer l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE pour le futur de notre société, de notre région, de nos jeunes. Pour elle, depuis toujours, l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE est exemplaire.

MEILLEURS VCEUX POUR 1999,

Le Président,

Philibert CAYET



# FONDATION JEAN BOETS

PANEL de MIDI n°15  
du Mercredi 21 mai 1997

Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing

## QUEL AVENIR POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE EN REGION SERESIENNE ET COMMUNES AVOISINANTES ?

### LA FONDATION JEAN BOETS

Par sa grande qualification professionnelle et par sa remarquable productivité, la main-d'œuvre de notre pays constitue une richesse inégalable qu'il importe de sauvegarder. Or, il faut bien l'admettre, la désaffection des jeunes vis-à-vis de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE perdure, surtout au niveau de l'enseignement secondaire technique et professionnel, où elle touche davantage le SECTEUR INDUSTRIEL.

Ainsi donc, au moment de nous engager dans le grand marché européen, nous risquons de connaître, à plus ou moins court terme, une pénurie grave d'ouvriers, d'employés, de techniciens, de gradués et d'ingénieurs hautement qualifiés.

Devant ce constat inquiétant, des responsables et des diplômés de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ont créé une association sans but lucratif, dénommée FONDATION JEAN BOETS, afin de rendre un hommage mérité à ce grand Directeur général de l'ENSEIGNEMENT de la PROVINCE de LIEGE qui, plus de quinze années après sa retraite, continue, jour après jour, à défendre un enseignement qu'il a toujours servi avec autorité et compétence.

Cette association a lancé immédiatement une vaste campagne de PROMOTION de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

Soulignons que la FONDATION JEAN BOETS est une ASSOCIATION INTER-RESEAUX et APOLITIQUE, dont l'action s'étend sur le territoire de la PROVINCE de LIEGE.

## LES PANELS DE MIDI

Les PANELS de MIDI organisés par la FONDATION Jean BOETS regroupent des personnalités des milieux politiques, socio-économiques et enseignants, ainsi que des diplômés du technique.

Ces panels instaurent un dialogue permanent à propos de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE et sont devenus des lieux d'étude et de réflexion.

Chaque PANEL de MIDI permet de constituer un dossier de suivi, comportant une note de synthèse des échanges de vues et des documents utiles destinés à servir la PROMOTION de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

## LE PANEL DE MIDI N° 15

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, c'est quoi ? Par ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, la FONDATION Jean BOETS veut entendre :

- l'enseignement secondaire technique et professionnel, toutes orientations d'études ;
- l'enseignement supérieur de type long et de type court, couvrant les catégories suivantes : technique, agricole, économique, paramédicale, sociale, artistique, pédagogique ;
- l'enseignement de promotion sociale.

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE doit accueillir TOUS les JEUNES et TOUS les ADULTES, quels que soient leurs moyens, et les conduire au maximum de leurs possibilités.

La société aujourd'hui doit donner à l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE tous les atouts qui lui permettront de réussir son énorme tâche sociale, afin de préparer une société de demain plus juste, plus libre, plus efficace, plus démocratique, plus heureuse !

Les coordonnées de près de 1.300 personnalités ont été répertoriées dans un fichier; chacune d'elles reçoit le dossier de suivi, établi en conclusion de chaque PANEL.

De cette façon, les PANELS de MIDI permettent de créer progressivement une documentation sans cesse actualisée, tenant en haleine ces 1.300 personnalités sélectionnées, et garantissant, de cette façon, un suivi permanent.

Le PANEL de MIDI de ce 21 mai 1997 répondra à une question fondamentale :

**QUEL AVENIR POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ?**

dans la perspective d'une collaboration renforcée entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire, en région serésienne et communes avoisinantes : Grâce-Hollogne, Nandrin, Neupré, Saint-Nicolas.



PANEL de MIDI n°15

## La FONDATION JEAN BOETS

est heureuse de vous accueillir

ce Mercredi 21 mai 1997

dans les locaux de l'Institut Provincial  
d'Enseignement Secondaire de Seraing  
(IPES Seraing)



*De gauche à droite :*

*M. Joseph NANDRIN, Bourgmestre de Nandrin, M. Ivan FAGNANT, Directeur général de l'Enseignement de la Province de Liège, M. Ulric REYNDERS, Echevin de l'Instruction publique de Saint-Nicolas, M. André GILLES, Député permanent, M. Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège, M. Jean BOETS, Directeur général honoraire de l'Enseignement de la Province de Liège, M. Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets.*



# FONDATION JEAN BOETS

PANEL de MIDI n°15  
du Mercredi 21 mai 1997

## QUEL AVENIR POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ?

en collaboration avec les enseignements primaires communaux de  
GRACE-HOLLOGNE, NANDRIN, NEUPRE, SAINT-NICOLAS



*Vue générale des participants*



# FONDATION JEAN BOETS

PANEL de MIDI n°15  
du Mercredi 21 mai 1997

## QUEL AVENIR POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ?

### Compte rendu

#### Monsieur Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets

En ma qualité de Président de la Fondation Jean BOETS, je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue. Merci à Messieurs Bruno CIRRLI, Henri LHOEST, Guy MOTTET et Ulric REYNDERS, Echevins de l'Instruction publique. Retenus par des obligations impérieuses, tous n'ont pu être présents parmi nous, mais ont accepté de nous aider à organiser ce Panel, en collaboration avec les chefs d'établissements et instituteurs de l'enseignement primaire de leur ressort.

Merci à Monsieur André GILLES, Député permanent, chargé de l'Enseignement et de la Formation de la Province de Liège. Monsieur GILLES a toujours soutenu la Fondation Jean BOETS et je lui suis reconnaissant des encouragements qu'il ne cesse de nous prodiguer.

Merci à Monsieur Ivan FAGNANT, Directeur général de l'Enseignement provincial et à ses collaborateurs, pour l'intérêt qu'ils portent à nos travaux.

Merci aux enseignants du secondaire, conduits par leurs directeurs : Madame Irène HODY et Monsieur Roland BAMPS.

Merci à Monsieur Pierre DESSART et Norbert LENTZ, directeurs des C.P.M.S. de Seraing et leurs collaborateurs.



M. Philibert CAYET,  
Président de la Fondation Jean Boets

Merci aux anciens élèves qui témoignent de la qualité de la formation qu'ils ont reçue. Enfin, merci tout spécialement à Monsieur Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège. On ne présente plus le Professeur Antoine ROOSEN. Il bénéficie d'une notoriété largement méritée. Depuis la création de la Fondation Jean BOETS, il n'a cessé de nous apporter ses conseils éclairés et son efficace collaboration. Notre reconnaissance lui est acquise.

Ainsi sont réunis un ensemble de groupes – enseignants du primaire et du secondaire, C.P.M.S., anciens élèves, responsables politiques et pédagogiques – particulièrement bien placés pour formuler des réponses à nos questions du jour : Quel avenir pour l'Enseignement technique ? Que faut-il faire pour lui rendre la confiance de tous ?

## Monsieur Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège

Merci Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, bonjour. Si vous le permettez, plutôt que de vous proposer un discours dans les formes, je préférerais lancer quelques pistes de réflexions dont nous aurons l'occasion, je l'espère, de débattre ensemble. Plus concrètement, je souhaiterais brosser un portrait de l'enseignement technique d'aujourd'hui en trois points : un peu d'histoire, mêlée de sociologie, et un peu de prospective.

### Un peu d'histoire.

Si l'école existe depuis la plus haute antiquité, l'enseignement technique, lui, n'existe que depuis peu : jusqu'à la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, seul régnait un enseignement général destiné aux classes privilégiées de la société. Nous savons, depuis Durkheim, que l'enseignement est une fonction sociale : lorsque la société est stratifiée, dichotomique, il est le plus souvent réservé à moins de dix pour cent de la population totale. C'est une donnée qui me paraît fondamentale si nous voulons comprendre en quoi l'enseignement technique répond à des besoins d'aujourd'hui, en quoi il peut rendre les services qu'une communauté attend de lui.

Ainsi donc, en 1850, année charnière, on va créer en Belgique, sous l'impulsion du Ministre Rogier, cinquante écoles moyennes qui s'ajoutent à nos dix athénées. J'ai eu la curiosité de consulter les justifications qui ont présidé à la création de ces écoles. En étudiant les annales parlementaires de l'époque, vous découvrez que ces écoles moyennes sont créées à l'intention « des enfants des petits commerçants et des

*bourgeois satisfaits de leur condition* ». Elles ne sont donc pas là pour l'ensemble de la population. Il faudra attendre trois quarts de siècle avant que ces écoles moyennes soient reconnues comme pouvant conduire au diplôme d'humanités ; ce n'est qu'en 1924 qu'elles pourront donner accès aux trois années supérieures des athénées, donc conduire les enfants qui les fréquentaient jusqu'à l'enseignement supérieur. Au travers de cet exemple, vous voyez comment la démocratisation est lente. Vous remarquerez aussi qu'il a fallu attendre la loi Janne de 1964 pour que l'enseignement technique et professionnel obtienne un statut équivalent à celui de l'enseignement général, pour l'accès à l'enseignement supérieur. Comme vous pouvez le constater, la règle est claire : certaines écoles sont faites pour « l'élite de la population », d'autres sont réservés à ceux qui n'ont pas droit à cette éducation de « haut niveau ». A une société dichotomique – dirons-nous aujourd'hui duale – correspond donc un enseignement dichotomique.

Par la suite, quelle sera la tendance ? Intervient ici une évolution qui intéresse de près l'enseignement technique. Après la seconde guerre mondiale, on tente d'organiser un enseignement davantage démocratique, ou à tout le moins démocratisé. L'enseignement technique doit acquérir sa dignité. Grâce à un enseignement dit « rénové », une volonté apparaît de mettre sur le même pied l'enseignement technique et professionnel et l'enseignement général.

Avec mon Maître Arnold Clause, avec Fred Dethier et d'autres, nous avons lancé une idée qui nous semblait extrêmement généreuse et qui intéressera, je crois, les directeurs et instituteurs des écoles primaires qui sont aujourd'hui avec nous. Il s'agissait donc de démocratiser l'enseignement, en donnant la possibilité à chaque élève d'actualiser tout son potentiel intellectuel. Pour atteindre cet objectif, que voulions-nous faire ? Je dis « *Que voulions-nous faire ?* », parce que ce n'est pas tout à fait cela qui a été fait. Nous voulions permettre aux enfants qui sortaient de l'école primaire de se déterminer progressivement en fonction de leurs aptitudes, sans qu'il y ait de clivages ou de hiérarchie entre les divers types d'enseignements choisis. L'idée était la suivante : accueillir les élèves à la sortie de l'école primaire dans des établissements d'observation, qu'on avait décidé d'appeler lycées. Ces lycées-là ne comportaient que deux ans; après ces deux années, les élèves étaient conviés à s'orienter vers divers types d'établissement, précisément en fonction de l'observation réalisée durant cette période. Cette limitation à deux ans, vous le devinez sans peine, avait pour objectif d'éviter des concurrences malsaines entre écoles. Mais l'idée était à peine lancée que les corporatismes nationaux, provinciaux, communaux se sont réveillés : « *Comment ? Nous avons des écoles moyennes de trois ans et vous voulez nous supprimer une année ? Donc nous supprimer des élèves ? Donc nous supprimer des professeurs ?* » Scandale. On a remis le projet dans les cartons.

Par contre, les écoles moyennes qui organisaient trois années d'études ont imaginé qu'elles pourraient bien en organiser une quatrième, de façon à donner des « diplômes de qualification ». Et puis, au fond, puisque ces écoles pouvaient compter quatre ans, il n'en manquait plus que deux pour les transformer en athénées. Et puisque nous sommes pour l'ouverture, pourquoi n'ouvririons-nous pas des options techniques ? Et voilà que s'ouvrent ici et là des options techniques toutes maigres, mal équipées...

Voilà, en gros, comment s'est installée la dérive institutionnelle qui nous a conduit aux situations que nous connaissons aujourd'hui. Ce constat ne m'incite pas à plaider pour des restrictions budgétaires. Mais le fait est qu'on était entré dans une dynamique tellement aberrante qu'il a bien fallu en sortir, avec les mille difficultés que vous sentez apparaître. L'idée de base était l'observation des élèves à partir de l'école primaire, l'orientation de ceux-ci en fonction de leurs qualités intellectuelles et non de leur origine sociale; cette orientation se voulait progressive jusqu'à la détermination, ce qui mettait sur le même pied, avec la même dignité intellectuelle, les écoles privilégiant une éducation technologique, scientifique, technique et les écoles soucieuses d'enseignement général. C'était cela l'idée de démocratisation... Vous avez vu comment cette intention s'est pervertie...



*M. Antoine ROOSEN,  
Professeur honoraire de l'Université de Liège*

#### **Formation et emploi.**

Nous nous trouvons maintenant devant des problèmes délicats, dont le moindre n'est pas l'augmentation considérable du taux de scolarité. Si tous les enfants de la classe d'âge de moins de dix-huit ans sont à l'école, c'est aussi, bien évidemment, une démocratisation; dans le contexte actuel, cette démocratisation ne va pas sans poser de problèmes. La tendance générale à la prolongation de la scolarité conduit à des choix d'études qui, très souvent, ne

sont ni raisonnés, ni raisonnables. Les choix sont trop souvent fonction de stéréotypes, d'idées vagues et préconçues. On doit aller à l'école longtemps; alors, quand on ne sait pas très bien quelle option prendre, on va au plus simple, au plus pressé. Si ça ne va pas dans le général, on verra si ça n'ira pas mieux dans le technique. Si ça ne va pas dans le technique, on « retombera » – suivant l'expression consacrée et malsaine – dans le professionnel.

Autre conséquence de cette évolution historique : une diminution considérable de la valeur du diplôme, en relation avec l'augmentation des exigences des employeurs qui, désormais, ont l'embaras du choix. En outre, le rapport formation-emploi devient de moins en moins direct. Répétée comme un slogan, l'idée selon laquelle ce n'est pas la formation qui conduit à l'emploi a fini par trouver sa confirmation. On imagine encore trop souvent que c'est la spécialisation que l'on a reçue en cours de formation qui conduit au type d'emploi que l'on aura. Or, lorsque les sociologues font des analyses statistiques, ils s'aperçoivent, au contraire, que ce ne sont pas les études entreprises qui conduisent à l'emploi, mais une série de facteurs très diversifiés. Curieusement, si on prend, par exemple, le cas des soudeurs, on constate que l'on en forme

suffisamment par rapport à l'offre d'emploi. Mais les soudeurs diplômés ne sont pas toujours soudeurs, ils ambitionnent d'autres emplois ! Cette distance accrue entre formation et emploi plaide évidemment – j'anticipe déjà sur des conclusions – pour une formation plus polyvalente.

Enfin, en matière d'orientation, le sociologue belge bien connu Matéo Allaluf nous met en garde. Très souvent – je m'adresse ici prioritairement aux instituteurs et aux professeurs du secondaire – on a considéré les réorientations comme la panacée. Si ça ne va pas dans une classe, on réorientera l'élève dans une autre pour éviter l'échec et le redoublement. Encore une fois, les sociologues nous disent des choses étonnantes sur le sujet. Ils constatent ainsi que les jeunes qui ont doublé et sortent, par exemple, de l'enseignement technique et professionnel avec une ou deux années de retard, ne s'insèrent pas moins bien dans la vie sociale que ceux qui « sortent à l'heure ». Est-ce une question de maturité ? Je vous laisse réfléchir à cela. Quoi qu'il en soit, cela interpelle... et fait dire à Allaluf qu'il vaut peut-être mieux doubler dans la section que l'on a choisie et qui correspond à sa vocation première que d'être réorienté « négativement ». Comme vous voyez, certaines conceptions – je le reconnais volontiers – qui me paraissaient fermement acquises (éviter le redoublement, orienter et réorienter pour arriver à une meilleure insertion, etc.) doivent être réévaluées à la lumière de ces constats, qui sont de nature à alimenter notre réflexion en matière d'orientation scolaire.

Retenons en tout cas ces caractéristiques : d'une part la polyvalence, à nouveau très attendue puisqu'il n'y a pas de relation directe entre la spécialisation de la formation et le travail effectivement accompli dans l'entreprise, et d'autre part l'insertion sociale, qui n'est pas nécessairement un handicap pour les personnes qui sont sorties des études avec quelque retard.

Toujours concernant la relation formation-emploi – encore une fois je m'adresse prioritairement à ceux qui seront interrogés par des élèves pour savoir quel type d'études entreprendre – deux intentions dominent. D'une part, celle de Jean Monet qui voulait combler le fossé existant entre une main-d'œuvre spécialisée devenue rare et les exigences des entreprises; de cette ambition est née une volonté de planifier la formation en fonction des demandes, sans cesse renouvelées, de l'entreprise. On a donc observé simultanément le flux des élèves sortant des écoles et les besoins des entreprises, afin d'organiser une sorte d'équilibre entre formation et emploi... Cela n'a pas marché. Comme disait un humoriste : « *C'est toujours difficile de prévoir... surtout l'avenir* », et les prévisions se sont très souvent avérées fausses ou, en tout cas, malcommodes à exploiter pour l'emploi. Encore une fois, il a été difficile de trouver une relation univoque entre la formation et l'emploi. J'insiste peut-être lourdement là-dessus mais il est impératif de bien percevoir ces phénomènes pour saisir toute l'importance de l'idée de polyvalence dans la formation.

Toujours est-il que, par la suite, une nouvelle vision du problème de la relation formation-emploi s'est imposée, basée sur le concept du capital humain. Héritée des grands économistes – notamment Adam Smith, Marx aussi dans une certaine mesure – elle repose sur le principe que la valeur conférée à un bien est due au travail de l'homme. Très logiquement, le travail de quelqu'un qui a suivi une formation complète dans une école est donc un travail beaucoup plus riche que le travail d'un manoeuvre qui n'a fait aucune

études. Par conséquent, l'investissement existe dès la formation : celle-ci donne une plus-value – pour parler comme Marx – puisqu'elle assure une valeur supérieure au travail fourni. Cette théorie-là a évidemment supplanté quelque peu la théorie de la planification et a été reprise par le néo-libéralisme ambiant. En effet, celui-ci s'est trouvé pleinement conforté par une situation de sur-qualification. Largement supérieure à la demande des entreprises, l'offre de travail de la part des travailleurs diplômés permettait à l'entreprise de faire des choix, d'opérer une sélection, autrement dit d'engager les travailleurs les plus qualifiés. D'où, évidemment, cette idée que l'école, dans une large mesure, devait elle-même être sélective et assurer elle aussi la promotion d'une certaine élite. A ce stade, on se trouve confronté à une vision de la vie sociale et de l'institution scolaire inspirée, comme je le disais, du néo-libéralisme ambiant et fort éloignée de nos ambitions démocratiques.

Je vais rapidement terminer, en vous disant qu'à l'Université de Liège, nous avons fait une enquête sur l'enseignement technique, qui nous a permis de révéler deux tendances lourdes qui devraient vous intéresser.

Première tendance lourde : l'information lacunaire. Les parents connaissent mal le système éducatif et ignorent généralement comment fonctionnent les filières de l'enseignement. Pour eux, c'est un peu une boîte noire et, par conséquent, ils prennent des décisions qui ne sont pas fondées sur une réflexion et une analyse objectives de la situation. Ainsi, par exemple, plus de soixante pour cent des parents ignorent que l'enseignement technique peut conduire à l'université et que des septièmes professionnelles donnent accès à l'enseignement supérieur. Si vous, vous le savez, soyez persuadés que les parents qui vont inscrire leurs enfants dans le secondaire sont très souvent dans l'ignorance.

Deuxième tendance, c'est la représentation qu'une majorité de la population – cette fois, largement au-delà des soixante pour cent – se fait de l'enseignement technique et professionnel. Cette représentation dominante est fondée sur le concept que les Anglo-Saxons appellent les « Three D » (les Trois D) : « Dirty », « Dangerous » et « Depreciated » (Sale, Dangereux et Déprécié). Voilà l'image de l'enseignement technique la plus largement répandue à l'heure actuelle. Vous devinez sans peine que c'est à partir de cette image-là que je vais engager mon troisième et dernier point, qui est celui de la prospective.

#### **Prospective.**

Si on veut être cohérent et donner à l'enseignement technique la dignité qu'il mérite – et que tous ceux qui l'analysent lui reconnaissent volontiers – il faudra articuler l'action sur les questions relevées plus haut.

Tout d'abord, une bonne information. Comment va-t-on informer ? Malgré tous ses mérites, on ne m'en voudra pas de dire que tout le monde, en Communauté française, ne connaît pas encore la Fondation Jean Boets. Il faut évidemment continuer dans ce sens, mais la tâche reste encore lourde. Au départ de ce constat, trois positions peuvent être adoptées.



*Vue générale des Participants*

La première : ne rien faire, laisser aller. C'est la position du chien crevé au fil de l'eau et vous voyez sans peine comment les choses se passent : l'enseignement technique et professionnel perd de plus en plus de place dans le système éducatif. Ce n'est pas une confiance que je vous fais, vous le savez mieux que moi. Deuxième position possible : maintenir cette conviction forte selon laquelle l'enseignement technique a sa dignité. A ce stade, je me permets une petite remarque, également inspirée des recherches faites en analyse systémique (notamment et singulièrement par Watzlavycck et d'autres), qui établissent une distinction entre des changements de type 1 et de type 2. Des changements de type 1 sont des changements qui n'affectent qu'une petite partie de la problématique totale. Pour le dire vulgairement, c'est faire un peu plus de la même chose : un peu plus de publicité, un peu plus d'actions, que sais-je encore ? Les changements de type 1 ont généralement des effets dérisoires parce qu'ils n'atteignent pas le système dans son ensemble. L'observation montre que des changements de ce type sont très répandus dans notre enseignement communautarisé.

Alors, troisième position, que préconisent les chercheurs : des changements de type 2, plus profonds, qui remanient et mettent à plat une situation, en allant un peu au-delà des habitudes et des pensées conformes, « politiquement correctes » comme on dit aujourd'hui. Ainsi, on pourrait peut-être montrer qu'un enseignement technique et professionnel qui appuie sa démarche sur des problèmes concrets est un enseignement qui conduit à des apprentissages aussi riches et potentiellement performants que n'importe quel autre type d'enseignement. Le dire, le répéter, ne signifie pas qu'on va convaincre ceux qui sont encore imprégnés de

stéréotypes de pensée inspirés par les Trois D. Il faut autre chose pour convaincre : innover, rompre avec ses habitudes...

On a songé un moment à changer les dénominations technique/professionnel parce qu'elles sont connues négativement. Peut-être, en effet, faudrait-il les remplacer par une autre appellation (et une autre structure, sinon ce serait encore un changement de type 1). Mais peut-être faudrait-il aussi aller beaucoup plus profond, beaucoup plus loin. Si la technologie a toute sa valeur, si elle engage un raisonnement intellectuel et met en place des structures cognitives qui sont aussi performantes et enrichissantes pour la formation et l'épanouissement des êtres humains que n'importe quelle autre discipline, pourquoi ne pas mener le combat pour que cette technologie – au sens le plus général – entre dans l'enseignement général et devienne obligatoire pour former les futurs citoyens, qui s'orienteraient alors en fonction de ce nouvel éventail de choix. Vous me répondrez qu'il existe déjà des cours de technologie dans l'enseignement secondaire. Mais si vous allez voir ce qui s'y passe, vous serez vite convaincus que ce n'est pas de cela dont je parle. Les cours de technologie sont en général récupérés d'une façon qui n'a rien à voir avec un véritable enseignement à la technologie. Quand on se place sur un plan prospectif et qu'on regarde par exemple ce que l'entreprise devient, le rôle qu'y tiennent l'informatique, les machines à commande numérique, etc, ne peut-on se demander s'il n'y a pas des systèmes de rétroaction, d'organisation de séquences fonctionnelles qui sont communes, par exemple, à l'informatique (une discipline aujourd'hui privilégiée) et d'autres technologies. Je le crois vraiment.

Par conséquent, la technologie et donc l'enseignement technique et professionnel auraient non pas une place réservée en dehors des grands courants généraux et élitistes du système éducatif, mais leur place naturelle et légitime dans la formation et la culture de chaque citoyen. C'est à ce niveau-là que je vous invite à organiser une première réflexion.

## M. André Gilles, Député permanent

Avant toute chose, je souhaiterais remercier Mme la Directrice Irène HODY de nous accueillir dans les locaux de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing. J'adresse également mes remerciements à M. Roland BAMPS, Directeur de l'Ecole Polytechnique de Seraing, et souhaite y associer les staffs et les professeurs des deux établissements provinciaux qui, avec passion et ardeur, se font les promoteurs infatigables d'un enseignement technique vécu non pas abstraitement, mais sur le terrain, comme un enseignement au service de l'homme. Bien entendu, je n'oublie pas de joindre à ces paroles tous ceux qui animent la Fondation Jean Boets, à commencer par son fondateur et son président.

Pareillement passionnés sont les directeurs et instituteurs de l'enseignement fondamental, qui ont répondu favorablement à l'invitation du jour. Je les en remercie, de même que les bourgmestres et échevins qui ont tenu à être présents aujourd'hui. Leur présence même témoigne de leur sympathie envers nos actions; il

n'est d'ailleurs pas rare de les rencontrer au gré des circonstances, que nous provoquons parfois ou qui se présentent d'elles-mêmes, en faveur du développement de l'enseignement technique. Cet enseignement technique dont M. le Professeur Antoine ROOSEN vient de brillamment rappeler la nécessité sociétale, et je l'en remercie vivement.

A ce sujet, je n'ai aucunement la prétention de faire un exposé sur l'exposé, si ce n'est pour vous faire part, d'abord, d'un point de vue très largement partagé avec celui de M. ROOSEN et, ensuite, de quelques points « notés au vol » qui me paraissent fondamentaux.

En ce qui concerne la problématique d'omnivale des diplômes entre l'enseignement technique et l'enseignement général, je souhaite très brièvement rappeler que M. BOETS s'est longtemps battu pour essayer d'imposer le terme d'« Humanités Techniques ».

Ce qui pourrait sembler n'être qu'une question de vocabulaire, visait essentiellement à faire comprendre au plus grand nombre qu'il existe entre deux formes d'enseignement une « équivalence », au sens où ils permettent l'un et l'autre une accessibilité égale aux études supérieures. Cela ne voulait pas dire que ces enseignements sont identiques, mais qu'ils peuvent assurer pareillement une promotion, un accès des individus qui le souhaitent, à une qualification du niveau de l'enseignement supérieur.

Les passerelles existent donc bien, et je ne citerai pour exemple que la septième année professionnelle, qui autorise l'accès des diplômés de l'enseignement professionnel aux études supérieures.

Autre point que j'ai pu relever, celui d'une dérive, qu'il convient de mesurer historiquement pour en comprendre les effets, qui s'est progressivement installée depuis la réforme de l'enseignement renoué jusqu'à la réforme du degré d'accueil.

Je pense qu'à l'époque, l'esprit qui a guidé ces réformes était sûrement noble et généreux, mais qu'effectivement, des effets indésirables se sont peu à peu manifestés. Une des conséquences fut l'émergence puis la propagation d'une connotation péjorative à l'endroit de l'enseignement technique, selon laquelle on est supposé « redescendre... par défaut... suite à un échec... » de l'enseignement général à l'enseignement technique.

Inlassablement répétés, les clichés pénalisants ont fini par se voir confirmés et c'est en définitive sous cette forme que la réalité est le plus souvent vécue. Mal vécue, très certainement, par celui considéré comme effectuant un cursus « descendant » : psychologiquement parlant, ce cursus finit par devenir réellement dégradant. Mal vécue également par ceux qui ont originairement et volontairement choisi l'enseignement technique et/ou professionnel : savoir que l'on est rejoint « par défaut » par un grand nombre peut aussi devenir dévalorisant. Mal vécue finalement par tous ceux qui vivent au travers de l'école technique et professionnelle, devenus acteurs d'un ensemble injustement déprécié aux yeux du public.



*M. André GILLES,  
Député permanent,  
entouré (de g. à d.)  
de MM. Ulric REYNDERS,  
Antoine ROOSEN  
et Jean BOETS*

Je retiens également l'évocation, qu'a faite M. le Professeur ROOSEN, d'une valorisation possible des filières techniques et professionnelles au travers de la technologie. Je dirais que l'idée est là aussi noble et généreuse. Si elle le reste, je serai heureux d'y souscrire. Mais si elle devait dériver, elle aussi, comme ce fut le cas dans d'autres domaines tels que celui du degré d'accueil que je viens de citer, je pense que cela pourrait être dangereux.

J'en viens dès lors à ce que j'estime être quelques-uns des problèmes fondamentaux, en matière de rétablissement de l'image de marque de l'enseignement technique.

Avec beaucoup d'autres, je reste convaincu que l'enseignement technique a toute sa raison d'être et, comme cela a déjà été dit, qu'il répond de façon absolument indéniable à une nécessité sociale. Et pourtant, il ne suffit pas d'en être convaincu, il faut aussi que nous en convainquions les autres. Si, pour cela, il faut bien évidemment les informer, il m'apparaît aujourd'hui essentiel d'opter pour une information non pas défensive, « par rapport à ceci ou cela », mais davantage agressive. Notre information doit à présent, plus encore que par le passé, oser mettre en évidence la spécificité intrinsèque de l'enseignement technique.

Je pense qu'il faut aujourd'hui que nous soyons plus spécifiques encore : ce qui signifie que l'enseignement technique n'est ni meilleur, ni moins bon que l'enseignement général, mais qu'il est autre.

Si l'on pouvait retenir, à l'issue de cette réunion, que l'enseignement technique offre des chances équivalen-

tes d'aller plus loin, de se perfectionner, de se mettre en valeur sur le marché de l'emploi, ce serait bien sûr déjà très positif. Mais faire croire ou laisser croire que l'enseignement technique et l'enseignement général, c'est la même chose, ou que d'une certaine façon, au premier degré, c'est à peu près la même chose, je pense que là, c'est nécessairement courir après son ombre et, en tout cas, à sa perte. En effet, au départ d'un propos quelque peu indécis, vous n'empêchez pas un public habituellement mal informé et qui ne cherche pas nécessairement à mieux s'informer par lui-même, de s'imaginer que « *donc, tant qu'à faire, j'aime autant que mon enfant n'ait pas les mains dans le cambouis* ».

Je n'insisterai pas lourdement sur la généralisation abusive dont relève automatiquement ce genre de clichés. Je ne me lancerai pas non plus dans un argumentaire détaillé pour vous démontrer que la mécanique, aujourd'hui, s'apprend presque en blouse blanche et parfois même carrément en blouse blanche ! Je ne vous exposerai pas davantage dans le détail la politique de synergies existantes, dans le domaine de l'informatique par exemple, entre la Haute Ecole Rennequin Sualem, l'École Polytechnique de Seraing et l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing. Si je tiens à vous épargner ces subtilités dans ce bref exposé introductif, c'est parce que je suis bien placé pour savoir que nous, enseignement technique, sommes avant tout confronté à un problème de vocabulaire, avec des expressions parfois difficilement compréhensibles pour le grand public, notamment parental : « technique de transition », « technique de qualification », etc. Et je ne vais donc pas, à mon tour, réinventer un lexique qui serait à nouveau perturbant.

Je n'ai pas honte de dire qu'il n'y a pas si longtemps, je ne savais pas ce que ces expressions voulaient réellement dire. Pour n'avoir pas moi-même suivi l'enseignement technique, comme mon père l'avait suivi, ce que cela voulait véritablement dire, je n'en savais rien. C'est en devenant conseiller provincial et membre de la 6ème Commission Enseignement, que j'ai commencé à essayer de comprendre cela. Je suis donc parfaitement conscient du lourd travail d'information que nous avons à faire et je sais donc qu'au moment même où nous nous attaquons à cette lourde tâche qui consiste à informer le grand public, nous devons simultanément nous adresser à un public davantage spécialisé, constitué de responsables communaux, qu'ils soient pédagogues ou non : les instituteurs, les responsables d'établissements, les dirigeants de Pouvoirs Organisateurs, les échevins, les bourgmestres... Je pense que c'est une des voies par lesquelles il importe que nous commençons aussi.

La Fondation Jean Boets l'a bien compris, elle qui multiplie de longue date des panels tels que celui-ci. Chaque fois, la Fondation veille en outre à ce que ces réunions soient tout autant conviviales qu'instructives, afin qu'elles puissent bien évidemment conduire à un enrichissement réciproque, où se confrontent et s'échangent toutes les opinions et les points de vue, que nous essayerons modestement, avec tous nos collaborateurs, de mettre à profit.

Pour l'heure, si je dois donc retenir une chose, c'est « Informer, Informer, Informer » et ce, pour dire que

*L'enseignement technique, c'est de l'enseignement technique et pas autre chose !*

*Que les gens ne savent pas, et que c'est dramatique parfois ! Faut d'une information correcte perdurent des situations familialement, psychologiquement et socialement regrettables. Indirectement se perpétuent des conjonctures préjudiciables à toute une société, à son fonctionnement, à l'harmonie que nous voudrions qui l'anime. Et, parce que tous ces phénomènes ne sont pas quantifiables, parce que tout cela ne se produit pas d'un instant à l'autre, mais se produit petit à petit et s'échelonne sur plusieurs années, mille difficultés s'amoncellent pour les mettre à jour et y remédier. Malgré quoi, il nous appartient de relever ce défi.*

*Voilà, très simplement, ce que je souhaitais vous dire. Je vous avais promis de ne pas être long, mais je souhaitais partager avec vous mon point de vue et remercier, une fois encore, M. Antoine ROOSEN, la Fondation Jean BOETS, toutes les personnes qui nous accueillent aujourd'hui, ainsi que tous ceux qui nous font l'honneur d'être présents.*

## **M. Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets**

*On constate que parents, étudiants, mais aussi enseignants, éprouvent tous un grand besoin d'information. En la matière, l'orientation des jeunes, dont on ne peut manquer de souligner le caractère souvent irréversible, est un problème central. J'aimerais vous faire part d'une réflexion à ce propos.*

*L'information en matière d'orientation ne se heurte-t-elle pas, en Belgique, au refus quasi dogmatique de planifier un tant soit peu les débouchés professionnels ? A la faveur d'une récente visite effectuée à Paris, à la Cité des Métiers, la Fondation Jean Boets a pu découvrir un espace unique d'information et d'orientation sur les études et les professions, fréquenté quotidiennement par près de 1500 personnes. La recherche d'information s'y fait essentiellement en « libre service », au moyen de bornes informatiques, de consoles et de minitels, qui regroupent notamment l'ensemble des offres d'emploi pour toute la France. Des perspectives mensuelles sur les emplois recherchés, établies sur base d'études menées par l'Agence Nationale Pour l'Emploi, sont également disponibles. Au travers d'une structure et d'un ensemble de moyens spécifiques, la Cité des Métiers autorise donc une politique d'orientation essentiellement basée sur les offres et perspectives d'emploi existantes. Vu le succès de cette Cité, un programme d'implantation dans une dizaine de grandes villes françaises est actuellement à l'étude. Divers projets européens, notamment en Italie et en Hollande, s'inspirent également du modèle parisien. Dès lors, ne pourrait-on imaginer la création d'un tel centre à Liège ? C'est en tout cas une piste de réflexion que la Fondation Jean Boets est occupée à explorer et dont je souhaitais vous faire part.*

Sans plus attendre, je cède maintenant la parole à Mme HODY et M. BAMPS, afin qu'ils nous présentent l'un et l'autre leurs établissements.

## Mme Irène HODY, Directrice de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing

M. Roland BAMPS, Directeur de l'Ecole Polytechnique de Seraing, et moi-même sommes heureux de vous accueillir à cette séance d'information et de réflexion.

Complémentaires, l'Ecole Polytechnique et l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire forment dans le bassin sérésien un grand centre scolaire, où s'organise un enseignement qui offre un large éventail de formations et de nombreuses chances de réussite aux jeunes.

L'IPES a toujours conservé une population stable, remarquablement fidèle de la 1<sup>ère</sup> à la 6<sup>ème</sup> année. Une fois diplômés, de nombreux élèves maintiennent de fréquents contacts avec l'établissement. Cette continuité pédagogique et ce retour relationnel prouvent à suffisance les vertus de l'enseignement et la qualité de vie qui règnent à l'Institut. Quelles en sont les raisons principales ?

En premier lieu, une structure large. L'IPES dispense en effet :

- un enseignement technique de transition, couvrant les créneaux larges que sont les sciences économiques, le secteur artistique et l'éducation physique, et qui permet aux élèves d'accéder à toutes les études supérieures ;
- un enseignement technique de qualification, qui conduit plus souvent à des formations spécifiques et des métiers, au travers des sections bio-esthétique, secrétariat-bureautique, chimie appliquée et, prochainement, techniques-sciences ;
- un enseignement professionnel, davantage encore centré sur les métiers, avec les sections hôtellerie, décoration et service social (auxiliaire familial et sanitaire).

Grâce à cette structure large, parents et étudiants disposent d'un vaste choix de formations qui, une fois décelés les points forts et capacités de chacun, permettent au plus grand nombre d'accéder à un maximum de réussite dans la vie.

S'il bénéficie d'une structure attrayante, l'IPES accorde également une importance particulière à la qualité de la vie à l'école.

En plus de sa mission de formation, l'Institut entend mener une mission d'éducation, en apprenant aux jeunes à devenir des citoyens responsables. Si la discipline se trouve au premier rang des préoccupations des parents venant inscrire leur enfant en 1<sup>ère</sup> année, le respect d'autrui est aussi la condition nécessaire qui permet à chacun de se sentir bien au sein de son école. De nombreux parents attendent d'un établisse-

ment scolaire qu'il offre, en plus de ses formations, un climat serein. Opérant davantage comme un conseil d'encadrement qu'un organe de répression, le traditionnel conseil de discipline s'accompagne tout naturellement d'un ensemble de stratégies diversifiées, pour offrir aux jeunes le meilleur encadrement possible sur les plans humain, social et psychologique.

Aussi sommes-nous particulièrement attentifs à l'accueil des élèves en 1<sup>ère</sup> année qui, tout en passant d'un statut d'aînés au statut de néophytes, sont pour la première fois confrontés à plusieurs professeurs. Cette

transition s'effectue de façon harmonieuse par un suivi mettant l'accent sur la relation famille-école, que nous veillons par ailleurs à entretenir durant toute la durée des études.

Toujours en matière d'accompagnement, les stratégies strictement pédagogiques qui ne se limitent pas aux cinquante minutes de cours. Citons, par exemple, la création de notre Espace Colombe, qui est à la fois un espace de convivialité et un lieu d'encadrement pour les élèves qui ont besoin de rattrapages individualisés ou d'une documentation personnalisée qu'ils ne peuvent obtenir chez eux.



*Mme Irène HODY, Directrice de l'IPES Seraing*

Outre ces divers efforts menés à l'intérieur de l'établissement, outre l'importance accordée aux relations étroites entretenues avec les parents, l'IPES a également la volonté d'être une école résolument ouverte sur l'extérieur.

Tous les cours pour lesquels nous pouvons organiser des stages conduisent à une mise en pratique extramuros, qui se déroule hors grilles horaires. Ces stages apportent une grande efficacité dans le déroulement des études et sont aussi l'occasion pour les élèves de nouer des contacts extrêmement enrichissants avec l'univers des entreprises. Aussi n'est-il pas rare que des élèves de ôème scientifique ou hôtellerie soient repérés par leurs futurs employeurs à la faveur des stages prestés durant les vacances de printemps.

Les divers contacts entretenus avec les milieux professionnels permettent en outre d'organiser des visites en entreprises ou d'inviter des spécialistes du métier pour des conférences.

Ainsi, notre enseignement, fort de conduire les élèves à toutes les études supérieures, est aussi, dans toute sa spécificité, un enseignement qui œuvre de concert avec les milieux économiques et scientifiques.

En résumé, au-delà des formations hautement qualifiées, obéissant à des programmes à contingences fortes et dispensées par une équipe professorale motivée, l'IPES place une grande part de ses efforts dans la qualité des relations établies tant avec les élèves et les parents qu'avec les milieux extérieurs : entreprises,

milieux scientifiques, mais aussi CPMS. En amenant progressivement les élèves à conjuguer sérénité et discipline dans leur travail, tout est mis en œuvre pour leur réussite scolaire et future.

M. le Député permanent André GILLES et M. le Professeur Antoine ROOSEN ont tout à l'heure insisté sur la nécessité urgente d'informer la population sur le rôle essentiel joué par l'enseignement technique. Nous croyons à cet enseignement, car c'est un enseignement extrêmement riche et complet, parfaitement apte à conduire la jeunesse qui lui est confiée à la réussite – non seulement scolaire, mais aussi dans la vie. Or, malgré nos efforts répétés, force est de constater qu'il nous est parfois bien difficile de convaincre le public. Grâce à votre conseil éclairé, nous sommes convaincus que le message passera. D'avance, je me permets de vous remercier chaleureusement de bien vouloir assurer un relais essentiel d'information auprès des jeunes et de leurs parents.

## M. Roland BAMPS, Directeur de l'Ecole Polytechnique de Seraing<sup>1</sup>

Ma présentation de l'Ecole Polytechnique de Seraing s'articulera autour de trois pôles : le pôle historique, l'Ecole Polytechnique aujourd'hui, l'Ecole Polytechnique demain.

### **Le pôle historique tout d'abord.**

Non pas pour céder à la tradition, dans un exposé, de dresser un rappel historique obligé, mais parce que l'Ecole Polytechnique est véritablement – toutes proportions gardées – une institution sérésienne à l'instar de Cockerill. En effet, créée en 1930 par décision de la Députation permanente pour répondre aux besoins des industries de la région, l'Ecole Polytechnique de Seraing a fourni, durant des décennies, des générations de techniciens, ouvriers spécialisés et cadres pour ces entreprises. Plus récemment, les formidables mutations qui ont atteint le secteur industriel et le tissu économique et social dans son ensemble se sont traduites très concrètement par des restructurations d'entreprises et des diminutions spectaculaires de personnel. Sur la place de Seraing, on se souvient des dizaines de milliers d'emploi dans la sidérurgie, la métallurgie et toutes les entreprises en amont et en aval, de même qu'on n'ignore plus les restructurations en vue à l'horizon 2000, alors même que nombre d'entreprises continuent à produire énormément.

Vous imaginez sans peine que l'enseignement technique et professionnel – qu'il soit de plein exercice ou de promotion sociale – a subi de plein fouet le choc représenté par ces mutations. Ce rappel historique se justifie pour expliquer comment nous avons connu depuis plusieurs années – comme toutes les autres écoles

<sup>1</sup> M. Roland BAMPS est Inspecteur de l'Enseignement de la Province de Liège depuis le 1er mai 1998  
M. Jean BIERMANS lui a succédé aux fonctions de Directeur de l'Ecole Polytechnique de Seraing

techniques et professionnelles du secteur industriel, tous réseaux confondus – une diminution progressive de la population scolaire. Phénomène observé jusque dans l'enseignement supérieur industriel, où l'on constate que les études d'ingénieur civil ou technicien ont pareillement connu un recul.

#### **L'École Polytechnique de Seraing, aujourd'hui.**

Qu'avons-nous fait ? Nous sommes-nous contentés de subir cette évolution inexorable du secteur industriel, en acceptant ses conséquences sans réagir ?

Non. Nous avons bien évidemment tenté de faire face. Confrontés à cette mutation de société, nous avons réorganisé l'école en adaptant nos formations, nos structures et notre pratique quotidienne à la réalité du monde actuel. Nous avons redéfini nos spécificités : l'École Polytechnique de Seraing est aujourd'hui une école qui organise, dans le secteur spécifiquement industriel, un enseignement technique de transition et de qualification, ainsi qu'un enseignement professionnel.

**Technique de transition.** Comme son nom l'indique, cette section conduit à l'enseignement supérieur. Ainsi, notre option scientifique industrielle électromécanique prépare idéalement les élèves aux études supérieures, universitaires ou autres, dans les domaines scientifiques et techniques. Citons les études d'ingénieur civil et ingénieur industriel, les licences en sciences, sans oublier les graduats. Pourquoi idéalement, et même mieux que l'enseignement général ? Parce que si cette option comprend au 3ème degré des cours de français, mathématiques et sciences à six périodes hebdomadaires (tout comme dans l'enseignement général), elle y associe également les cours techniques que sont l'électricité, l'électronique, l'électricité mécanique, ainsi que des cours de laboratoires d'informatique. Ces cours représentent un avantage considérable pour les étudiants qui abordent l'enseignement supérieur, que n'ont pas les élèves sortant de l'enseignement général.

**Technique de qualification.** Les diplômés de cette section acquièrent une qualification dans les options électricité industrielle, électromécanique, électronique, électronique-télécommunication (une branche industrielle particulièrement porteuse d'emplois). A travers ces options, l'École Polytechnique de Seraing s'efforce de développer des contacts étroits avec les entreprises, avec qui elle organise notamment des formations en alternance pour les élèves de 6ème année. Tout comme en technique de transition, nos diplômés obtiennent un certificat d'enseignement secondaire supérieur identique à celui obtenu à l'issue de l'enseignement général. Suite à un examen spécifique devant un jury (où siègent, parmi divers membres, des représentants des entreprises), ils décrochent en outre un certificat de qualification ouvrant l'accès aux métiers.

**L'enseignement professionnel.** Cet enseignement, qui souffre de manière tout à fait injuste d'une image négative auprès du grand public, s'adresse prioritairement aux jeunes qui ont davantage de dispositions



manuelles et concrètes, sans pour autant ignorer leurs aptitudes intellectuelles. Citons par exemple l'option mécanique usinage et son laboratoire de simulation où les élèves apprennent à utiliser sur Pc des logiciels de pilotage de machines à commande numérique. S'il exige d'une part des connaissances techniques de base extrêmement solides, ce travail de réflexion purement intellectuel est par ailleurs indispensable pour passer à la réalisation concrète sur tours à commande numérique, où les aptitudes manuelles des étudiants peuvent alors pleinement s'exprimer. De plus en plus reconnu par les entreprises, l'enseignement professionnel est donc un enseignement également exigeant, qui s'adresse à des jeunes motivés et sérieux. Notons aussi qu'il permet désormais aux élèves qui le souhaitent d'obtenir un certificat d'enseignement secondaire supérieur à l'issue d'une 7ème année professionnelle. Ce CESS leur ouvre l'accès aux graduats, aussi bien en plein exercice qu'en promotion sociale.

*M. Roland BAMPS, Directeur de l'EP Seraing*

Voilà donc quelques-unes des spécificités de l'Ecole Polytechnique de Seraing aux 2ème et 3ème degrés. Avant d'aborder les aspects propres au 1er degré, je voudrais insister sur le fait que l'Ecole Polytechnique poursuit deux grands objectifs : un objectif de formation bien sûr, mais également d'éducation. Ce qui signifie que nous visons aussi et surtout à apprendre aux jeunes le sens de la responsabilité et à développer avec eux des objectifs de socialisation, tels que le respect et l'écoute des autres, l'apprentissage de la vie en groupe, etc. Essentiels à l'époque où nous vivons, ces importants objectifs se voient concrétisés au travers d'une multiplicité de moyens et de méthodes.

Au niveau de la responsabilisation, aussi bien aux 1er, 2ème et 3ème degrés, chaque classe a son propre délégué, appelé à jouer un rôle d'interlocuteur privilégié avec la direction, les professeurs, les éducateurs. Plus particulièrement au niveau du 1er degré, un Espace Chouette réservé à la fois à des activités ludiques et de formation est géré par les élèves eux-mêmes. Cet espace, où les jeunes doivent apprendre à s'organiser, conduit par ailleurs ceux-ci à vivre avec les adultes encadrant le projet des contacts autres que strictement scolaires. Cette qualité de relations permet bien évidemment de rencontrer et de résoudre quantité de problèmes. Au bâtiment central, l'Espace Loisirs, dévolu à des activités récréatives durant la pause

de midi, est lui aussi géré par les jeunes. C'est également le cas pour la radio de l'école, dont les programmes sont conçus par les élèves, qui apprennent par exemple à réaliser des interviews. Chaque fois, ces divers lieux et projets sont l'occasion pour les jeunes d'un apprentissage des responsabilités, du travail en équipe, du respect des autres.

Insistons sur le fait que l'accueil du 1<sup>er</sup> degré jouit d'une infrastructure propre, située au Parc des Marêts, un site remarquable constitué d'un « vrai » parc dans le fond de Seraing. Propre à favoriser d'excellentes relations entre les élèves et les professeurs, cette infrastructure à taille humaine permet ainsi une transition harmonieuse entre les écoles primaires, généralement de taille familiale, et l'enseignement secondaire.

Cet accueil resterait toutefois incomplet, s'il ne faisait également l'objet de maintes innovations pédagogiques et méthodologiques. Aux côtés des ateliers lecture-écriture et Elmo (éducation à la lecture par moyens informatiques) implantés depuis quelques années, est récemment venu s'ajouter un laboratoire multimédia. Accessible dès la 1<sup>ère</sup> année, les élèves y apprennent à utiliser les nouvelles technologies. De façon à poursuivre cet apprentissage développé au 1<sup>er</sup> degré, un autre laboratoire multimédia est bien évidemment implanté au bâtiment central.

Enfin, au 1<sup>er</sup> degré se déroule également cette expérience relativement inédite que constituent les conseils communautaires. Sensiblement différents des conseils de classe traditionnels, les jeunes y ont l'opportunité de dialoguer sur le diagnostic de leur situation scolaire, afin de dégager, ensemble, des remédiations éventuelles. Tels sont donc quelques-uns des moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs éducatifs évoqués plus hauts.

Toujours en matière d'apprentissage de la vie collective, il convient encore d'insister sur l'aspect disciplinaire. En effet, nul ne peut plus ignorer que l'enseignement, tous niveaux d'études et tous réseaux confondus, s'est vu confronté à des problèmes de violence générique qui se sont exprimés sous les formes les plus diverses : verbales, comportementales et parfois même physiques. Aucune école n'est à l'abri de phénomènes de ce genre, avec toutefois des intensités différentes. A l'École Polytechnique de Seraing, quelles règles adoptons-nous, en matière de discipline, pour rencontrer ces problèmes ?

Complémentairement au référentiel provincial en la matière, qui est bien évidemment respecté, nous avons édicté nos propres règles au sein de l'école, au départ de la réflexion des professeurs. Une convention de vie collective est signée en début d'année par les élèves, les parents, le responsable de classe et le directeur d'établissement. Chacun s'engage à respecter les règles essentielles de respect des autres, mais aussi des bâtiments et équipements. Nous avons également listé, afin de clarifier les règles de discipline, un certain nombre de manquements aux règles élémentaires, avec chaque fois les sanctions correspondantes, sans pour autant que cette liste soit exhaustive, sans pour autant nous priver d'un espace d'appréciation en fonction des élèves et de la situation. Voilà quelques-unes des mesures disciplinaires prises à l'École Poly-

technique, en rappelant une fois encore que nous préférons mettre l'accent sur la prévention, en développant une véritable formation au respect de l'autre et du matériel.

Au travers des divers projets pré-cités, nous nous efforçons chaque fois de faire en sorte que l'école soit un lieu agréable et vivant, où les élèves se prennent en charge, apprennent à vivre avec les autres et à respecter les règles. Cet objectif n'est pas toujours facile à atteindre, mais nous y arrivons. Pour exemple, le bâtiment central récemment repeint, d'autres espaces importants repeints depuis trois ou quatre ans, n'ont jamais été recouverts d'un seul graffiti. Un signe extérieur parmi d'autres, mais particulièrement probant en la matière. J'en terminerai là pour l'Ecole Polytechnique de Seraing aujourd'hui, très rapidement esquissée.

#### **Et demain, quelles perspectives pour l'Ecole Polytechnique de Seraing ?**

Quand on observe les situations quotidiennes dans lesquelles nous vivons aujourd'hui, nous voyons que nous sommes de plus en plus souvent amenés à manipuler des équipements techniques sophistiqués. Nous vivons désormais dans une société scientifique et technique véritablement conditionnée par les technologies. Il n'est bien évidemment pas nécessaire que chacun devienne un technicien ou un ingénieur. Néanmoins, pour comprendre les phénomènes, se situer correctement et pouvoir agir sur cette société, pour avoir aussi quelque chance de trouver un emploi, il est devenu essentiel d'avoir, à côté d'une formation générale solide, une culture technique de base.

C'est la raison pour laquelle, il est permis de dire que demain, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, l'enseignement technique conservera toute sa pertinence. Sans doute n'est-il pas exagéré d'ajouter que c'est un enseignement peut-être davantage pertinent que l'enseignement général, tant il coïncide idéalement à la société présente et future. Je vous remercie.

### **Mme Irène HODY, Directrice de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing**

Je souhaiterais illustrer ces propos sur l'enseignement technique par un exemple.

Pendant plusieurs années, Monsieur PIETTE, assistant à l'université et membre de notre jury de qualification pour la section chimie, nous a régulièrement confié que nos programmes de sciences étaient tels que nos élèves de 6ème année avaient un niveau presque comparable aux élèves de 1ère candidature. Si nous avons la volonté, au travers de notre enseignement de qualification, de former de bons spécialistes, qu'ils soient cuisiniers, esthéticiennes ou décorateurs, ceux de nos élèves qui choisissent de poursuivre dans l'enseignement supérieur réussissent fréquemment avec succès des études de médecins, pharmaciens, architectes ou logopèdes. C'est un message important, qui témoigne de l'excellente préparation de l'enseignement technique, aussi bien pour la vie active que pour l'enseignement supérieur.

## M. Marcel BERNARD, Instituteur, Ecole Van Belle, Saint-Nicolas



De gauche à droite : MM. Marcel BERNARD, Instituteur, Ecole Van Belle et Claude BAWIN, Directeur, Ecole des Botresses

Lorsqu'au mois de juin, les CPMS passent dans les écoles et informent les enfants sur les différentes orientations possibles, il est souvent trop tard. En règle générale, les parents ont déjà fait leur choix.

Il serait opportun d'entamer le processus d'orientation beaucoup plus tôt, au plus tard en 5<sup>ème</sup> année.

## M. Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège

Je partage entièrement l'avis de M. BERNARD.

Au vu de l'enquête dont je vous ai parlé tout à l'heure, la plupart des parents avaient déjà pris leur décision bien avant la fin de la 6<sup>ème</sup> année, pour des raisons très diverses d'ailleurs. Certains pour des raisons géographiques, l'école étant proche du domicile; d'autres pour la facilité des déplacements et suivant la fréquence des autobus; d'autres encore parce que tel ami de leur enfant allait dans tel établissement.

On constate donc que les choix ne se prennent pas toujours de façon très rationnelle. Il serait intéressant de recueillir l'avis des responsables des CPMS sur ces questions d'orientation.

## M. Georges MENGAL, Psychologue, CPMS II de Seraing

Malgré les choix précoces, les CPMS restent confrontés à une forte demande d'information sur les études secondaires en fin de 6<sup>ème</sup> année primaire. Donner cette information n'est pas une tâche bien difficile, et nous le faisons bien volontiers. Mais conseiller véritablement les parents sur telle ou telle orientation est une démarche autrement délicate.

L'élève âgé de douze ans entrant dans l'enseignement technique provincial a-t-il un profil particulier ? Peut-



on dire clairement à des parents que leur enfant a tout intérêt à faire l'enseignement technique pour telle ou telle raison ? Les représentants de l'Enseignement de la Province de Liège pourront peut-être nous éclairer à ce sujet. En effet, toute la nuance est là : d'une part, dispenser une information brute sur des contenus, d'autre part, oser véritablement orienter les jeunes vers une filière de formation plutôt qu'une autre.

*M. Georges MENGAL, Psychologue, CPMS II de Seraing*

## **M. Ivan FAGNANT, Directeur général de l'Enseignement de la Province de Liège**

La question est certainement plus complexe qu'il n'y paraît. Premier élément du problème : les CPMS n'ont plus, officiellement, la mission d'orientation dans leurs compétences. C'est dire si ce problème fondamental, soulevé au départ par M. BERNARD, est délicat.

Qui oriente les enfants ? Il faut être honnête et reconnaître qu'en premier lieu et en règle générale, c'est l'enfant lui-même. Viennent ensuite les parents et, enfin, l'instituteur. A partir de là, une partie importante des problèmes d'orientation est liée au fait qu'au moins nonante-cinq pour cent des instituteurs n'ont de l'enseignement technique qu'une vision extérieure, pour la bonne et simple raison qu'ils sortent eux-mêmes de l'enseignement général. Si l'enseignement technique se présente comme un enseignement essentiellement basé sur ce qu'on appelle pudiquement aujourd'hui des profils de qualification, il risque à la limite d'être perçu par les instituteurs et les parents, voire par les psychologues des CPMS, comme étant exactement l'inverse de ce qu'a souligné M. ROOSEN tout à l'heure, lorsqu'il parlait d'une certaine polyvalence. C'est dire toute l'ambiguïté du propos et le mérite d'une réunion telle que celle-ci.

Rappelons que la section scientifique industrielle électromécanique dont parlait M. BAMPS a été créée par M. BOETS. Jusqu'en 61, elle n'est organisée qu'à Seraing et elle reste pendant longtemps la seule section de « transition » existante (terme quelque peu impropre car, avant l'apparition du rénové, on ne parle pas encore de transition). Elle cristallise en quelque sorte ce que sont les humanités techniques. Quels sont les points forts de cette section scientifique industrielle électromécanique ? M. BAMPS a parlé tout à l'heure des laboratoires d'électronique et d'informatique. Je vais quant à moi l'évoquer de façon peut-être plus caricaturale, en commençant par poser une question très directe : où se fait-on « mofler » en 1ère candidature à l'université ?

En psychologie, faculté de M. ROOSEN, dans quels cours les étudiants vont-ils connaître les plus grosses

difficultés ? Réponse : en biologie. Qui sont les étudiants les moins bien armés ? Les élèves sortant de l'enseignement général avec un programme de biologie à une heure. A contrario, les diplômés de l'enseignement provincial font partie des élèves les mieux préparés pour aborder cette matière. Ceux qui obtiennent la plus grande distinction en biologie chez M. RUWET figurent alors parmi les plus brillants étudiants de la faculté et ce, en étant passé par les candidatures. Car nombreux sont les étudiants qui n'abordent la psychologie qu'après les candidatures, souvent jugées beaucoup trop difficiles en raison de leur aspect scientifique.

Où se fait-on « mofler » en pharmacie ? Dans les cours de physique. Or un élève diplômé de la scientifique industrielle électromécanique ne peut échouer en physique. Tout simplement parce que les cours de mécanique et d'électricité correspondent précisément à cette partie de la physique que ne comprennent pas, en première candidature, certains élèves diplômés de l'enseignement général. En effet, cette branche de la physique, abordée de façon plus abstraite dans l'enseignement général, est enseignée de façon tout à fait concrète dans l'enseignement technique.

Je pourrais encore multiplier les exemples, en entrant dans le détail de cours davantage spécialisés. Mais je préfère délibérément me limiter aux exemples liés aux cours de mécanique et d'électricité, qui sont les bases même d'une section électromécanique et qui font qu'automatiquement, l'étudiant diplômé de cette section sera, en physique, davantage préparé que beaucoup d'autres. Nos diplômés engagés dans les filières tels qu'ingénieur technicien, industriel ou civil, ou encore en mathématiques, font tout naturellement partie des élèves brillants en physique, qui est la matière où nombre d'étudiants éprouvent les pires difficultés. Si certains de nos élèves connaissent des difficultés dans d'autres matières, il s'agit là d'un tout autre problème, plus « classique » et personnel cette fois, qui n'engage que l'étudiant. Retenons donc qu'en physique, certains de nos diplômés font partie des étudiants qui expliquent aux autres la partie la plus ardue de la matière.

Tout à l'heure, Mme HODY a très justement établi une distinction entre les sections de transition et de qualification. Il ne faut pas pour autant oublier que la grande victoire de M. BOETS, au travers de la loi d'omnivalence des diplômes de 1964, vaut également pour l'enseignement technique de qualification. C'est pourquoi un élève sortant de la chimie industrielle en technique de qualification est tout à fait à même de réussir brillamment des études d'ingénieur industriel ou une licence en chimie, car en chimie comme en physique, il détient une base supérieure à celle de nombreux autres élèves. Dans tous les exemples cités, on voit donc bien, chaque fois, les détails de complémentarité jouant en faveur des diplômés du technique.

Par ailleurs, vous me permettrez d'insister sur cette notion fondamentale, empruntée à M. ROOSEN, qu'est la polyvalence. Lorsqu'en technique de transition, on fait de l'électromécanique, on ne fait pas d'un côté de la mécanique et de l'autre de l'électricité. De même, en technique de qualification, lorsqu'on fait de la mécanique ou de l'électricité, on fait de la mécanique avec des notions d'électricité et, inversement, de

l'électricité avec une base de mécanique. Telle a toujours été notre structure, tant il est vrai que nous avons invariablement estimé que tout étudiant du secteur industriel, mais également du secteur de la construction, devait détenir une base de mécanique. On retrouve ce même esprit dans les options proposées par Mme HODY. Lorsqu'en technique de transition, on fait l'éducation physique, on n'est pas tellement loin, au niveau des cours de sciences, de la chimie appliquée en technique de qualification. Automatiquement, on a des renforcements en laboratoire dans ces cours de sciences. Ce n'est donc pas un hasard si de nombreux étudiants diplômés en éducation physique (technique de transition) s'engagent dans l'enseignement supérieur dans des sections tout autre, que sont la biologie, la bio-chimie, ou encore la kinésithérapie.

Pour répondre plus complètement encore à la question d'orientation, il convient d'examiner attentivement l'idée, qui refait régulièrement surface, selon laquelle le 1<sup>er</sup> degré devrait rester commun à tout le monde. Vous avez entendu tout à l'heure M. ROOSEN exposer ce projet d'école du 1<sup>er</sup> degré qu'auraient du être les lycées d'observation. On retrouve aujourd'hui cette idée sous une autre forme, puisqu'il existe actuellement une thèse selon laquelle l'école du fondement devrait aller jusqu'à quatorze ans. Notez la subtilité dans le choix des termes employés. A vrai dire, on ne sait pas encore si la tranche 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> secondaires doivent oui ou non faire partie de l'enseignement fondamental. A nouveau, c'est un problème d'emploi et de coût, qui sera en partie réglé lorsque le traitement des instituteurs sera aligné sur celui des régents. Parler purement et simplement d'« enseignement fondamental » à propos de cette « école du fondement »

serait un choix politique.

A partir de là, un des problèmes essentiels rencontré dans la structure actuelle réside dans le fait que beaucoup d'écoles se sont d'une certaine manière « orientées » et ce, en dehors de toute législation. Certaines d'entre elles se sont, pour utiliser un néologisme, « élitisées », en plaçant volontairement très haut le niveau de leur 1<sup>ère</sup> année. Les instituteurs présents aujourd'hui ne me contrediront certainement pas si j'affirme que cette tendance n'est pas une bonne solution. En effet, vous savez mieux que moi que certains enfants ont été plus lents pour arriver en 6<sup>ème</sup> année. Et pourtant, si vous avez été instituteurs en 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années, vous avez suivi l'évolution importante de cet élève-là par rapport aux autres. Vous avez pu apprécier le retard considérable qu'il a déjà récupéré et vous savez qu'il pourrait récupérer encore beaucoup plus si on lui en offrait l'occasion. Une fois encore, c'est à un de ces niveaux curieusement ignorés que se situe le fond du problème.



M. Ivan FAGNANT,  
Directeur général de l'Enseignement de la Province de Liège

Comme l'ont déjà dit M. le Député permanent André GILLES, Mme HODY et M. BAMPES, l'Enseignement de la Province de Liège tente actuellement de rendre à son 1<sup>er</sup> degré toute sa spécificité technique. Dans le sens large du terme, c'est-à-dire en accordant une importance accrue à l'apprentissage que peuvent réaliser les élèves par eux-mêmes, via les nouvelles technologies, mais aussi au travers d'un certain mode de raisonnement. Et c'est vrai que c'est là que réside un paradoxe essentiel, qui veut que le plus gros recul enregistré par nos écoles ces dernières années se situe justement au 1<sup>er</sup> degré.

Ce ne serait pas un drame si le système ne poussait pas les élèves qui ont péniblement terminé en trois ans leur 1<sup>er</sup> degré dans l'enseignement général à rester dans le même établissement. Pour autant qu'ils terminent, après maintes difficultés, une structure d'enseignement secondaire dont ils vont sortir aigris et insatisfaits, nombreux seront ceux qui n'auront alors plus qu'une possibilité théorique : aller vers un enseignement supérieur qu'ils seront incapables de suivre. S'il y a encore dix ou vingt ans, la fonction publique offrait des possibilités d'emplois aux diplômés directement sortant de l'enseignement général, elle n'offre désormais, et de plus en plus, que des emplois très spécialisés. Tous secteurs confondus, il existe de moins en moins d'emplois pour les générations à venir de « généralistes » dans le mauvais sens du terme, c'est-à-dire de personnes qui n'auraient comme formation générale qu'une formation exclusivement classique.

Pour paraphraser quelque peu Malraux, le 21<sup>ème</sup> siècle sera technologique ou ne sera pas. Nous commettrions une erreur fondamentale en espérant que nos enfants et petits-enfants auront encore, dans le secteur de la production, des possibilités d'emplois stables dans la même fonction. M. BAMPES évoquait tout à l'heure les désengagements annoncés pour Cockerill Sambre. Lorsqu'en 1973, je suis devenu directeur dans l'enseignement de promotion sociale, la FN employait alors dix mille personnes. Combien en reste-t-il maintenant ? L'emploi évolue. Par rapport à cette évolution, l'aspect technologique basé sur un certain type d'apprentissage – non pas dans le sens d'apprendre une technique, mais apprendre une mentalité – va jouer un rôle considérable. Ceux qui s'avéreront rébarbatifs à un certain type de raisonnement et de pensée, ceux-là n'ont guère de chances de pouvoir exister au travers un emploi dans la cité de demain.

La question de savoir si les CPMS doivent informer davantage en 5<sup>ème</sup> ou 6<sup>ème</sup> année, en vantant les mérites d'une école plutôt qu'une autre, n'est qu'une question secondaire d'un problème autrement essentiel, qui est celui de l'avenir des enfants qui ont douze ans aujourd'hui. Il existe pour ces enfants de bonnes ou de mauvaises écoles. Elles sont bonnes ou mauvaises, non pas parce qu'elles sont techniques ou générales, mais parce qu'elles fonctionnent ou pas. Une école technique qui fonctionne bien est une bonne école, surtout parce qu'au-delà de ce problème du 1<sup>er</sup> degré, elle offre une structure qui est peut-être plus en avance que d'autres, pour autant qu'elle-même évolue. En effet, les structures évoluent à une vitesse extraordinaire : nous n'en sommes plus à la structure existante il y a trente-cinq ans, ni même il y a dix ans. La structure de l'enseignement évolue actuellement d'une façon tellement rapide que nous ne saurions dire ce qu'elle sera exactement en l'an 2000.

Il y a encore quelques années, nous allions vers les spécialisations à outrance. En vous présentant leur établissement respectif, les deux directeurs ont parfaitement expliqué comment ces spécialisations ont été resserrées dans le sens de ce que M. ROOSEN appelait une polyvalence. A partir de la 3<sup>ème</sup> année, cette polyvalence ne doit en aucun cas être confondue avec du touche-à-tout. Il s'agit d'être polyvalent à l'intérieur de ce qu'on appelle aujourd'hui une famille de métiers. Cette polyvalence est celle d'un électromécanicien, d'un technicien du bois ou d'un technicien de la construction. Elle se situe à l'inverse d'une formation à ce point précise qu'elle ne serait valide que pour une entreprise ou deux. Car demain, ce sera à cette entreprise, au travers d'autres moyens, d'affiner la formation du futur diplômé pour qu'il puisse être opérationnel.

On voit donc bien que les évolutions extrêmement rapides que nous connaissons nous contraignent à abandonner un certain nombre de clichés. Il est aujourd'hui urgent de dire à quel point les possibilités offertes par l'enseignement technique sont beaucoup plus riches que ce qu'on imagine habituellement. Car si l'enseignement technique permet aux élèves de poursuivre des études supérieures, il leur permet également d'arrêter. Et on rejoint ici un problème essentiel évoqué tout à l'heure par M. CAYET. En effet, en Belgique en général et en Wallonie en particulier, un énorme défi se pose actuellement aux sociologues et aux économistes : celui du très prochain déficit de formations qualifiées. Pourquoi ? Parce qu'en pré-pensionnant massivement à cinquante ou cinquante-deux ans et en empêchant donc les pré-pensionnés de participer à la formation de ceux qui sont appelés à les remplacer, si, dans le même temps, nous n'encourageons plus une structure d'enseignement technique comparable à celle qui a fait notre force à un moment donné, nous hypothéquons l'avenir de notre société. C'est la raison pour laquelle de nombreux responsables sont en train de se dire qu'il faut absolument relancer un message positif, favorable à l'enseignement technique.

Toutefois, un puissant frein à l'acceptation de ce message réside dans le fait qu'au moment même où il est lancé, des réductions d'emplois se poursuivent, qui attirent exclusivement l'attention des médias. C'est ainsi qu'il y a deux ans, Fabrimétal a consacré des dizaines de millions de francs pour faire la promotion des métiers de la mécanique : tout en sachant qu'on allait licencier dans le secteur de la mécanique, mais en sachant aussi qu'après ces désengagements, il faudrait remplacer ceux qui allaient partir par des personnes qualifiées. Seuls les désengagements ont alors été mis en évidence par les médias. Le formidable effort financier consenti par Fabrimétal l'a presque été en pure perte. C'est très grave, dans une société où nous sommes pourtant nombreux à savoir que nous ne pourrions survivre sans ce secteur absolument essentiel qu'est la production.

A un colloque auquel j'assistais, une personne déclarait à l'ancien Premier Ministre français Michel Rocard que tous nos grands problèmes découlaient de la mondialisation. Chiffres précis à l'appui, M. Rocard a démontré que les fameux dragons asiatiques importaient davantage de produits de l'Europe des douze que nous n'en importons des leurs. Par conséquent, il prouvait que si, demain, s'établissait un protection-

nisme dans les deux sens, nous serions les premiers à le subir. Une telle analyse, rigoureusement documentée, va bien sûr à l'encontre d'un cliché extrêmement répandu. Tout comme celui d'une société sans secteur productif. Tout comme celui d'une société qui pourrait se passer d'un enseignement technique fort. Essayons de faire attention aux clichés. Je vous remercie.

### M. Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège

Deux réflexions suite à l'intervention de M. FAGNANT, dont je partage tout à fait l'avis. Si l'école du fondement nous apparaît, à nous Belges, comme une innovation, elle existe depuis longtemps au Danemark ou en Norvège et elle fonctionne plutôt bien. Quant à la polyvalence que j'ai signalée, et pour aller dans le sens développé par M. FAGNANT, précisons encore qu'on est en train de passer d'une réflexion sur des « profils professionnels », très ciblés, vers une dynamique beaucoup plus ouverte, celle des « référentiels professionnels », qui sont plus larges et plus généraux.

Une réflexion encore, sur la communication. Chacun d'entre nous – enseignants du fondamental, du secondaire, du supérieur, mais aussi représentants des CPMS – nous connaissons-nous bien ? Nous visitons-nous, par exemple ? Ne pourrions-nous organiser des rencontres entre l'enseignement fondamental et les autres ? Je ne dis pas que nous ne le faisons pas, mais avouons qu'institutionnellement, ce n'est pas extrêmement répandu. Que dit-on dans l'enseignement secondaire ? « *Qu'avez-vous donc appris dans le primaire !* » Que disent les professeurs d'université ? « *Qu'avez-vous fait dans le secondaire !* » Sachons reconnaître que c'est quelque peu commode et que cela ne répond à rien de sensé. En matière de communication, n'y aurait-il donc pas moyen de se rencontrer, d'engager une réflexion commune, afin de donner davantage de cohérence à ce que nous essayons de faire pour la formation des jeunes ?

### M. Claude BAWIN, Directeur de l'Ecole des Botresses, Saint-Nicolas

Ces questions sont à mon sens indissociables d'une réflexion plus large sur la structure de l'enseignement en général. Celui-ci est très cloisonné. Ce phénomène est déjà marquant dès le passage de l'école maternelle à l'école primaire. Sans prétendre connaître tout ce qui est fait en la matière, je ne pense pas qu'il existe grand chose pour aménager véritablement la transition entre l'école primaire et secondaire. Je crois qu'une prise en compte de ce phénomène finira par avoir lieu, malgré les coûts qu'une telle évolution suppose. A ce propos, je ne peux m'empêcher de me tourner vers les pays nordiques, où le système m'apparaît beaucoup plus cohérent et où il existe une formation commune jusqu'à l'âge de quinze ans. Les choix essentiels que sont amenés à prendre les jeunes ne doivent-ils pas être posés à ce moment-là ?

On constate actuellement un grand malaise dans l'enseignement. A la faveur d'une formation à laquelle j'assistais récemment, la formatrice, nouvellement diplômée de l'université, était véritablement ébranlée à l'écoute des problèmes que nous évoquions en tant qu'enseignants du primaire. Je présume qu'un malaise au moins aussi important est ressenti dans l'enseignement secondaire, mais aussi dans l'enseignement supérieur, y compris universitaire. A nouveau, comparativement aux pays scandinaves, la Belgique consacre un budget peu élevé à l'éducation nationale. Une fois encore, on est en droit de se demander si notre pays ne va pas être amené à réformer l'ensemble de sa structure d'enseignement.

Cela étant, à l'écoute de la promotion qui est faite ici de l'enseignement technique et professionnel, je souhaiterais savoir s'il existe des chiffres précis de réussite « interne » dans les écoles techniques et professionnelles, qui pourraient être comparés aux résultats obtenus dans l'enseignement général. Par réussite interne, j'entends la réussite à l'intérieur même des établissements de chaque filière, sans faire référence à une analyse en termes de perspectives universitaires. En tant que directeur d'établissement, je pourrais utilement avancer de tels chiffres aux parents soucieux d'orienter leur enfant.

Une dernière réflexion. J'ai cru comprendre que les perspectives universitaires offertes par l'enseignement technique concernent essentiellement les branches scientifiques. Sans nier l'importance des sciences et des techniques, je souhaiterais que nous n'oublions pas pour autant les autres aspects du savoir et de la connaissance. La technologie n'est pas tout et n'est peut-être pas synonyme obligé du bonheur. Il est dès

aujourd'hui permis de s'interroger sur son formidable essor et sur ce qu'est censé nous apporter ce qui nous est présenté comme un progrès inéluctable. Le progrès pour qui, pour quoi ? N'oublions pas le chômage provoqué par l'introduction massive des nouvelles technologies dans l'organisation du travail.



*Vue générale des Participants*

## M. Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège

Vous avez tout à fait raison de vous interroger sur le sens du progrès. Qu'est-ce que le progrès ? A partir de quels critères déterminer si nous sommes en progrès ? Quant à moi, je ne crois pas qu'une société soit en progrès, lorsque qu'elle constate que près de vingt pour cent de ses membres vivent des situations précaires : chômage, difficultés existentielles, etc. Quelle société voulons-nous construire ? Quel type de rapports entre les citoyens souhaiterions-nous établir ? En nous posant ces questions, nous nous apercevons que des philosophies « mercantiles », pour utiliser un terme général, organisent des rapports dont les critères sont essentiellement quantitatifs. On a ou on n'a pas, on possède ou on ne possède pas : par conséquent, chacun est hiérarchisé en fonction des possibilités matérielles dont il dispose. Personnellement et philosophiquement, c'est une société que je condamne, mais qui est celle où nous sommes. Aussi devons-nous réfléchir tous ensemble à ces critères du progrès et nous demander si l'organisation de la démocratie ne passe pas par une réflexion sur ces sujets à entamer à l'école, avec les jeunes.

Par ailleurs, vous évoquiez très justement la formation commune jusqu'à l'âge de quinze ans dans les pays nordiques. On cite souvent le chiffre de quatorze ans pour établir une moyenne, concernant une pratique également menée en Allemagne. Quoi qu'il en soit, ces données doivent évidemment être comprises dans la perspective que je vous ai exposée tout à l'heure, à savoir le recul des orientations précoces, actuellement basées sur des déterminations sociales et des idées préconçues, en faveur d'orientations davantage fondées sur des vocations, beaucoup plus rationnelles.

Enfin, une dernière remarque. On a plusieurs fois évoqué, directement ou indirectement, les perspectives universitaires offertes par l'enseignement secondaire. Je souhaiterais, à ce sujet, faire une mise en garde. Il ne faudrait pas que notre société en arrive à confondre le critère de la réussite sociale et personnelle avec la réussite dans l'enseignement supérieur en général et universitaire en particulier. Vous n'ignorez pas que certaines écoles secondaires valorisent la réussite universitaire comme étant le critère premier de qualité de leur enseignement. Pour spectaculaires que soient ces réussites, elles ne sont pas nécessairement compatibles avec un développement harmonieux des individus. A l'inverse, nombreuses sont les personnes dépourvues de diplôme universitaire qui se sont brillamment accomplies. Je suis persuadé que tous, ici présents, en sommes par avance convaincus.

## M. Roland BAMPS, Directeur de l'Ecole Polytechnique de Seraing

Je ne saurais trop insister sur la prudence à observer en matière de statistiques. En signalant tout d'abord que les taux de réussite dans l'enseignement professionnel, en construction gros œuvre par exemple, ne

sont pas du tout les mêmes que dans une option de transition telle que la scientifique industrielle électromécanique, ou une option de qualification à fortes contingences comme l'électronique-télécommunication. Tout combiner pour donner un chiffre global par rapport à des taux de réussite « interne » serait totalement inadéquat et ne refléterait en rien la diversité de la réalité.

En termes de réussite aux études supérieures, il convient d'être encore plus nuancé. Au-delà des différences importantes constatées suivant les sections, il faut préalablement observer que la majorité des élèves qui obtiennent les meilleurs résultats au sortir de l'enseignement fondamental se dirigent a priori vers l'enseignement général. A contrario, l'enseignement technique accueille donc de nombreux élèves souvent considérés comme moyens ou connaissant des difficultés. Toute comparaison statistique entre les enseignements technique et général se heurte donc au fait qu'ils ne reçoivent pas, au départ, la même typologie d'élèves. A partir de ce constat, il faut cependant souligner que l'enseignement technique se révèle extraordinairement performant pour encadrer et épauler ces élèves considérés au départ moins brillants. Au travers d'une pédagogie affranchie de tout élitisme et davantage personnalisée que dans l'enseignement général, l'enseignement technique possède des atouts exceptionnels pour amener chaque élève au maximum de ses potentialités.

### **M. Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège**

J'ajouterais comme conclusion que l'enseignement technique n'est certainement pas moins performant que l'enseignement général par nature, mais qu'il l'est peut-être par recrutement. On en revient au problème des représentations que l'on se fait de l'enseignement technique.

### **M. Jacques SIMONIS, Directeur de l'Ecole Chiff d'Or, Saint-Nicolas**

En effet, qu'on le veuille ou non, force est de constater que les enfants qui ont suivi avec succès l'enseignement primaire vont dans l'enseignement général. C'est à ce niveau-là qu'il faut agir.

Je suis d'autant plus à l'aise pour en parler que mon fils est un exemple vivant de la réussite auquel peut conduire l'enseignement professionnel. Mais croyez-moi, cela n'a pas été simple pour moi, en tant que parent, de l'inscrire à l'IPES de Seraing à l'âge de douze ans, en raison du discrédit existant envers l'enseignement technique et professionnel.

Une majorité de parents ne viendront tout simplement pas aux journées portes ouvertes organisées dans vos établissements. C'est donc à vous d'aller vers eux, pour expliquer que l'enseignement technique est un enseignement tout à fait digne de confiance. Tant que le message ne passera pas auprès du public se



développera un cercle vicieux. L'enseignement technique restera cet enseignement réputé n'accueillir que des élèves en difficultés, donc un enseignement discrédité, donc un enseignement à propos duquel on ne souhaite pas s'informer, donc un enseignement n'attirant, en dernier recours, qu'un certain public, et ainsi de suite. C'est là que réside le fond du problème.

*De gauche à droite :*

*M. Jacques SIMONIS, Directeur de l'École Chiff d'Or et Mlle Véronique BRUS, Architecte, Ancienne élève de l'IPES Seraing*

## **M. Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège**

Vous avez tout à fait raison d'observer que l'information ne passe pas auprès du public et d'attirer notre attention sur les conséquences fâcheuses qui en découlent. D'où cette idée que vous aviez et que j'ai toujours défendue d'aller à la rencontre des gens. C'est une idée déjà énoncée au Colloque « Société, formation et emploi » qu'a organisé la Fondation Jean Boets en mars 97 : certains avaient alors imaginé d'affrêter un info-bus pour aller présenter les vertus de l'enseignement technique, directement dans les communes, villes et villages. A défaut de quoi, comme vous le faisiez très justement remarquer, les gens ne se rendront pas de leur propre initiative dans les écoles techniques.

Le cercle vicieux que vous avez signalé existe bel et bien. Limiter nos efforts à nous distribuer des mérites ne servira pas à grand chose. Nous devons affronter la réalité et trouver les moyens de vaincre l'image péjorative dont souffre l'enseignement technique. Le cran dont vous avez fait preuve et la satisfaction que vous en avez retiré constituent un exemple privilégié qu'il faut absolument répandre et faire connaître. Lorsque j'évoquais cette possibilité pour tous les enfants d'aller jusqu'à quatorze ans dans des lycées d'observation, c'est précisément pour éviter que les orientations ne se prennent en fonction des idées préconçues que vous avez signalées. Je reste convaincu que cela deviendra un jour possible, à condition que nous acceptions de voir les problèmes tels qu'ils sont, que nous tentions de les résoudre en fonction des réalités et non pas en fonction des souhaits illusoire que nous pourrions avoir.

## M. Ulric REYNDERS, Echevin de l'Instruction publique de Saint-Nicolas

En tant qu'ancien élève de l'IPES de Seraing, je souhaiterais apporter mon propre témoignage. J'ai fréquenté l'établissement durant dix-sept ans, en cours du jour puis en cours du soir. J'ai donc fait ce qu'on serait en droit d'appeler une formation permanente, qui m'a permis de ne jamais connaître le chômage, d'obtenir un emploi et un salaire décentes, en bref de devenir ce que je suis aujourd'hui.

Ce que j'ai avant tout appris au cours de mes études dans l'enseignement technique, c'est « apprendre à apprendre ». Après avoir opté en secondaire pour une formation scientifique, j'ai d'abord choisi de m'engager comme travailleur, plutôt que de poursuivre un enseignement supérieur. Par la suite, les cours du soir m'ont permis de toujours être à même d'occuper un emploi avec compétence, en valorisant ma formation. Je suis donc bien placé aujourd'hui pour rappeler que l'enseignement technique, en proposant un large éventail de formations à un grand nombre de personnes, offre d'importants débouchés. Il permet d'obtenir

des emplois qui peuvent atteindre des niveaux de qualification très élevés et restent très demandés, aussi bien par les grandes entreprises que par les PME.



Poursuivant l'idée énoncée par M. SIMONIS, j'ajouterais qu'il est essentiel que la promotion méritée de l'enseignement technique ne se limite pas aux milieux enseignants. L'enseignement technique doit aller directement à la rencontre des parents et des enfants, afin de leur faire connaître ses multiples ressources et avantages.

M. Ulric REYNDERS, Echevin de l'Instruction Publique de Saint-Nicolas  
et M. André GILLES, Député permanent.

## M. Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège

Je relierais encore deux choses.

Premièrement, la formation continue. Nous venons d'entendre M. REYNDERS nous faire part de son expérience : huit années de formation poursuivies au delà de sa formation initiale. Il est fort probable que, dans les années qui viennent, la formation initiale ne sera plus perçue comme le socle sur lequel bâtir la formation continue, mais sera bien au contraire appréhendée comme une préparation à cette formation

continué. Du fait que les connaissances sont en proie à une obsolescence extraordinaire, le troisième millénaire verra cette formation continuée acquérir une importance fondamentale. En biochimie, par exemple, les connaissances se renouvellent tous les cinq ans. Après cinq ans, c'est un peu comme si vous ne connaissez pratiquement plus rien de ce que vous avez étudié en biochimie. Pareillement, aucun d'entre nous ne voudrait avoir affaire à un médecin qui n'aurait plus suivi de cours de recyclage depuis dix ans; nous estimerions qu'il ne connaît plus grand chose. Aussi la formation continuée va très certainement devenir l'objectif premier auquel devra se rallier la formation initiale.

Deuxièmement, « apprendre à apprendre » : M. REYNDERS en a très justement souligné l'importance. Que serait la formation initiale, sinon cette possibilité offerte à chacun de pouvoir conquérir les connaissances nouvelles qui ne manqueront pas d'alimenter notre troisième millénaire. Ce que nous devons faire dans l'enseignement fondamental, secondaire et supérieur, c'est apprendre aux jeunes à être capables d'accueillir et d'intégrer les connaissances nouvelles. Cette dimension essentielle ruine évidemment l'idée d'inculquer, à force de mémoire et d'application, des connaissances que j'appellerais statiques. Edgard Morin parle lui de savoirs ignares; je crois que notre enseignement a encore trop tendance à inculquer de tels savoirs. Ce sur quoi insiste M. REYNDERS est tout le contraire : « apprendre à apprendre » les connaissances nouvelles, de même que les attitudes et comportements nouveaux.

Je crois savoir que se trouva parmi nous une jeune architecte, diplômée de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing. A ce stade de la discussion, je souhaiterais que nous puissions recueillir son témoignage.

### **Mlle Véronique BRUS, Architecte, Ancienne élève de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing**

Avant toute chose, l'honnêteté m'amène à vous faire un aveu. En effet, bien qu'ayant fréquenté l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing, je dois reconnaître que je découvre aujourd'hui la problématique débattue par les divers intervenants. J'ignorais tout des différences pouvant exister entre l'enseignement général et l'enseignement technique, ainsi que des difficultés particulières auxquelles ce dernier est confronté.

Lorsque je suis arrivée à l'IPES de Seraing, je ne connaissais absolument pas l'école. J'y suis venue par hasard, accompagnée de deux cousines qui fréquentaient déjà l'établissement. C'est seulement alors que je me suis aperçue qu'il existait une section en arts plastiques. Cette section m'a plu et je suis restée.

## M. Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège

Vous dites « par hasard ». Vous me permettrez de remarquer que ce n'est pas tout à fait exact, puisque vous ajoutez que vos deux cousines fréquentaient l'établissement. Vous êtes donc venue à l'IPES de Seraing grâce à elles. Aussi faut-il retenir une chose : c'est que le bouche à oreille joue une grande importance dans ce type de décision.

## Mlle Véronique BRUS, Architecte, Ancienne élève de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing

Au cours de mes études secondaires à l'IPES de Seraing, dès la deuxième année, j'ai voulu devenir architecte. Est-ce dû aux professeurs ? Si j'avais fait d'autres études, le serais-je devenue ? Je n'en sais rien, mais, en tout cas, c'est bien à l'IPES que j'ai choisi d'être architecte, que j'ai vraiment eu envie de le devenir. L'enseignement technique m'a-t-il vraiment aidé à réussir mes études supérieures ? Une fois encore, je l'ignore, mais je sais que l'enseignement que j'ai reçu ici m'a plu. La vie que j'ai menée pendant six ans au sein de l'établissement a vraiment été très agréable. Sans vouloir jeter des fleurs à Madame la Directrice et aux professeurs, je pense sincèrement ce que je dis. Bien sûr, il s'agit d'un sentiment personnel et j'ignore si tous les élèves ayant fréquenté l'IPES partagent ce sentiment. Je regrette une seule chose : j'aurais aimé mettre mes enfants dans cette école, ce qui est malheureusement impossible pour des raisons d'éloignement géographique.

Pour terminer, permettez-moi de prolonger une réflexion entamée tout à l'heure avec mes voisins de table, concernant la nécessité de casser l'image que certains se font, sans fondement aucun, de l'enseignement technique et professionnel. Moi-même, ne sachant pas que j'étais dans une école technique, lorsque j'entendais parler des sections professionnelles, je les associais spontanément à toutes sortes de clichés péjoratifs. C'est cette image-là qu'il faut casser, présente y compris auprès de personnes qui se trouvent pourtant en contact avec des élèves de l'enseignement professionnel. Je ne saurais trop insister sur le fait que j'étais dans une école d'enseignement technique et professionnel et, à l'instar de beaucoup d'autres, je ne le savais même pas.

## M. Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège

Merci pour ce beau témoignage et cette fidélité à votre école. C'est très précieux.

Je retiendrais de votre intervention cette idée d'information que vous n'aviez pas. Vous étiez dans une école technique et vous ne le saviez pas. Votre témoignage est l'illustration parfaite de ce problème d'information que nous avons évoqué aujourd'hui.

Ensuite, en ce qui concerne la nécessité de casser l'image de l'enseignement technique et professionnel, vous avez tout à fait raison. Il faut absolument s'y résoudre et – votre témoignage le confirme une fois encore – avec des changements de type 2 et pas uniquement de type 1, comme je le préconisais dans mon exposé introductif.

### M. Paul CRESPIN, Secrétaire du Comité Provincial de Liège pour la Promotion du Travail

Depuis 1957, date à laquelle je suis rentré dans l'enseignement technique sous l'autorité de M. BOETS, j'entends parler de ces problèmes, concernant les a-priori défavorables, l'image péjorative, la sélection négative qui s'exercent à l'encontre de l'enseignement technique et qu'il conviendrait de briser. Force est de constater qu'on n'y arrive toujours pas, ce qui rend cet incessant combat d'autant plus actuel et indispensable.

Je retiens en tous cas une chose de ce qu'a dit Monsieur ROOSEN, et qui devrait peut-être nous faire réfléchir sur un des moyens de mieux faire connaître et surtout de mieux faire apprécier l'enseignement technique. C'est par le biais de la technique précisément, de la technologie, que nous pouvons espérer convaincre. Aussi devrions-nous insister encore davantage sur ces technologies, comme l'informatique et ses développements Internet par exemple, en démontrant que c'est dans l'enseignement technique qu'on utilise de la manière la plus complète ces nouveaux outils. Dans quelque temps, ceux-ci vont très certainement bouleverser notre société. Alors, soyons les premiers à dire que la communication est l'avenir du troisième millénaire et que c'est dans l'enseignement technique, d'abord, que ça se passe. C'est dans cet enseignement qu'on va donner à chacun les outils et les moyens les plus performants pour qu'il puisse avoir une profession et une vie normale dans ce troisième millénaire que nous abordons. Voilà ce qu'il faudrait peut-être exploiter de manière plus systématique.



*M. Paul CRESPIN,  
Secrétaire du Comité Provincial de Liège  
pour la Promotion du Travail*

On évoquait également tout à l'heure la formation continuée. Monsieur le Professeur ROOSEN a été un de ceux qui m'ont fait découvrir l'université et ses richesses. Il est vrai que j'ai été à l'école jusqu'à cinquante-cinq ans, en m'y trouvant très bien et en me rendant compte, comme l'a très bien dit Monsieur l'Echevin REYNDERS, que si nous avons une formation de base, elle sert essentiellement à pouvoir continuer des études qui ne cesseront jamais. Je crois que cette nécessité de se former est une des richesses de la société actuelle. Par le métier que j'exerce aujourd'hui, c'est-à-dire la promotion du travail et le bien-être des travailleurs, des techniciens, j'ai la chance de côtoyer un secteur généralement difficile à pénétrer, celui des PME et des classes moyennes. Et bien, croyez-moi, il y a de l'avenir, il y a énormément de places à prendre et je crois que de plus en plus, on se rend compte qu'il faut compter sur l'enseignement technique pour trouver l'employé et la personne dont on a besoin.

Je suis personnellement convaincu que l'enseignement technique dans son ensemble a été desservi par certaines écoles dites techniques et qui avaient la prétention de délivrer un diplôme d'une qualité équivalente à celle que l'enseignement provincial, par exemple, s'est toujours efforcé de donner. « *L'enseignement technique n'est pas adapté* », a-t-on pu dire. Mais était-ce le cas partout ? On a déjà fait allusion à la prolifération anarchique des options; je serai peut-être plus direct. Si certains établissements se sont laissés aller à engager de mauvais techniciens comme professeurs et les ont chargés de former pendant des années des générations de techniciens, il ne faut guère s'étonner d'être arrivé, au bout du compte, à des échecs qui ont pu mettre en péril un enseignement digne de confiance. Je peux paraître un peu chauvin, mais je reste persuadé que l'enseignement technique de qualité a été desservi par certains.

#### **M. Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets**

Nous sommes maintenant arrivés au terme de ce panel d'information et de réflexion.

Il me reste à vous remercier chaleureusement de votre présence. Avant de lever la séance, je m'en voudrais de ne pas joindre à mes remerciements les élèves de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing qui, sous les conseils éclairés de leurs professeurs, ont aujourd'hui démontré tout leur savoir-faire pour nous accueillir dans leur établissement.



# FONDATION JEAN BOETS

PANEL de MIDI n°15  
du Mercredi 21 mai 1997

Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing

## Liste des participants <sup>1</sup>

Mme Danielle ARNOLS	Sous-Directrice, IPES SERAING
M. Roland BAMPS	Directeur, EP SERAING
M. Claude BAWIN	Directeur, ECOLE DES BOTRESSES, SAINT-NICOLAS
M. Marcel BERNARD	Instituteur, ECOLE VAN BELLE, SAINT-NICOLAS
M. Jean BOETS	Président d'honneur, FONDATION JEAN BOETS
Mlle Véronique BRUS	Architecte, Ancienne élève de l'IPES SERAING
M. Philibert CAYET	Président, FONDATION JEAN BOETS
M. Paul CRESPIEN	Secrétaire, COMITE PROVINCIAL DE LIEGE POUR LA PROMOTION DU TRAVAIL
M. Jean-Claude CUYLLE	Directeur, ECOLE DU CENTRE, GRACE-HOLLOGNE
M. Marcel DANS	Trésorier adjoint, FONDATION JEAN BOETS
M. Léopold DECERF	Directeur, ECOLE EMILE JEANNE, SAINT-NICOLAS
Mme Denise DEREYCK	Assistante sociale, CPMS I SERAING
M. Michel DETROZ	Secrétaire, FONDATION JEAN BOETS
Mme Solange DOURTE-DELVAUX	Directrice, ECOLE JULIE ET MELISSA, GRACE-HOLLOGNE
M. Ivan FAGNANT	Directeur général, ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE
M. Luc FONTAINE	Sous-Directeur, EP SERAING
M. André GILLES	Député permanent

<sup>1</sup> Titres et fonctions des participants en date du panel.

M. Joseph HODEIGE	Chef de Travaux, EP SERAING
Mme Irène HODY	Directrice, IPES SERAING
Mme Bernadette JACOBS	Assistante sociale, CPMS II SERAING
M. Joseph LACKMAN	Directeur, ECOLE COMMUNALE DE NANDRIN
Mme Anne LAMBRECHTS	Chef d'Atelier, IPES SERAING
M. Alain LAMOUREUX	Secrétaire de Direction, ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING
M. Norbert LENTZ	Directeur, CPMS I SERAING
Mme Jacqueline LIBERT	Chef d'Atelier, EP SERAING
Mme Régine LYES	Directrice, ECOLE DU HALLAGE, SAINT-NICOLAS
M. Pierre MARLY	Animateur conseiller en communication, FONDATION JEAN BOETS
M. Jean-Louis MASSART	Attaché de Presse, CABINET DU DEPUTE PERMANENT A.GILLES
M. Georges MENGAL	Psychologue, CPMS II SERAING
M. Yves MOTTET	Instituteur, ECOLE COMMUNALE DE NANDRIN
M. Joseph NANDRIN	Bourgmestre de NANDRIN
Mme Martine PONCELET	Psychologue, CPMS I SERAING
M. Michel RAMQUET	Directeur, ECOLE BIERSET, GRACE-HOLLOGNE
M. Ulric REYNDERS	Echevin de l'Instruction publique, SAINT NICOLAS
Mme Milenda RIOLI	Chef d'Atelier, IPES SERAING
M. Antoine ROOSEN	Professeur honoraire, UNIVERSITE DE LIEGE
M. Claude ROUFOSSE	Directeur, ECOLE TOUT VA BIEN, SAINT-NICOLAS
M. Jacques SIMONIS	Directeur, ECOLE CHIFF D'OR, SAINT-NICOLAS
Mme Béatrice TERLICHER	Directrice, ECOLE DES CHAMPS, GRACE-HOLLOGNE
M. Louis VANDERHOVEN	Chef de Cabinet, CABINET DU DEPUTE PERMANENT A.GILLES
Mme Brigitte VANHAELEN	Infirmière, CPMS II SERAING
M. Jean-Claude VANHERCK	Directeur, ECOLE BERLEUR, GRACE-HOLLOGNE
Mme Nicole WILMOTTE	Chef d'Atelier, EP SERAING



# INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE SERAING

Quai des Carmes, 43 - 4101 Jemeppe

Tél. : 04/234.95.95

Av. du Centenaire, 240 - 4102 Ougrée

Tél. : 04/336.11.97

## Humanités technologiques

Arts

Sciences économiques appliquées

Education physique

(athlétisme-basket, football,  
judo, tennis,...)

## Humanités techniques

Bio-esthétique

Chimie appliquée

Secrétariat - Bureautique

7e année - Gestion des P.M.E.

*Nouveau dès septembre 1999*

3e année - Techniques Sciences



## Humanités professionnelles

Auxiliaire familial(e) et sanitaire

Hôtellerie - Restauration

*L'AVENIR PAR UN  
ENSEIGNEMENT DYNAMIQUE*



# ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING

Rue Colard Trouillet, 48 - 4100 Seraing  
Tél. : 04/330.72.01



## Humanités technologiques

Scientifique industrielle électromécanique

## Humanités techniques

Électromécanique  
Électricité industrielle  
Électronique télécommunication  
Technicien en informatique

*Nouveau dès septembre 1999 :*

Mécanique productique  
Mécanique automobile

## Humanités professionnelles

Mécanique usinage  
Industrie du froid  
Mécanique garage  
Construction métallique soudage  
Menuiserie  
Construction gros œuvre



*LA THEORIE, JE LA PRATIQUE*

## **l'a.s.b.l. CENTRE de COOPERATION TECHNIQUE et PEDAGOGIQUE (CE.CO.TE.PE.)**

Un instrument de liaison économie-enseignement

*Créée en 1974 par le Conseil provincial, cette a.s.b.l. a pour objectif de contribuer à la promotion de l'économie en y associant le réseau d'enseignement de la Province de Liège.*

*Par vocation, le Centre de Coopération Technique et Pédagogique est l'instrument privilégié d'une liaison souple et efficace entre le monde économique et l'enseignement.*

### **5 Départements :**

**CIFOC** : Centre d'Innovation et de Formation Continuée

**FORMULTIMEDIA** : Formation par moyens Multimédia

**CEFAP** : Centre de Formation aux Automatismes de Production

**CEFOP** : Centre de Formation Continuée du Paramédical

**HORUS** : Centre de Formation Continue et de Recherche en Sciences de l'Information et Sciences Sociales

### **En collaboration avec des partenaires publics et privés,**

nous avons organisé des consultances et formations dans divers secteurs : agriculture, mécanique, construction, informatique, imprimerie, photocomposition, management, communication, pédagogie, auxquels il faut ajouter les domaines spécifiques des départements CEFAP et CEFOP.

### **Que pouvons-nous vous offrir ?**

#### **Des formations :**

De l'ouvrier à l'ingénieur industriel, dans pratiquement tous les secteurs professionnels.

Du recyclage ponctuel (quelques jours) à la formation approfondie (plusieurs années).

Notre expérience nous permet de trouver des solutions adaptées à vos problèmes.

#### **Des expertises :**

Un expert peut collaborer sur site si nécessaire, à la résolution d'un problème d'infrastructure, d'équipement, de ressources humaines.

#### **Des productions de supports multimédia :**

Des supports écrits, audiovisuels ou informatiques peuvent être réalisés et produits pour vos formations.

**a.s.b.l. CE.CO.TE.PE.**

**Centre de Coopération  
Technique et  
Pédagogique**

**Rue du Commerce, 14  
B. 4100 SERAING**

**Tél./Fax :  
32 - (0)4/338 28 30**

# FONDATION JEAN BOETS ASBL

Rue du Commerce, 14  
4100 SERAING

---

Tél. : 04/330 73 47

Fax : 04/338 28 30

En collaboration avec l'asbl APRES (Association pour la Promotion  
de l'Enseignement Provincial de Seraing)  
Avec l'aide de la Région Wallonne

---

Editeur responsable :

Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean BOETS  
Rue de Montegnée, 144 – 4101 JEMEPPE